

Numéro 193 du 1 Avril 1985 - 12 FF -85 FB -4 FS

INPRECOR

GRANDE - BRETAGNE



La longue grève

des mineurs

France Origines et dangers

de la poussée électorale de l'extrême droite

Sommaire du numéro 193 du 1 avril 1985

3	ECONOMIE	La situation économique mondiale au début de 1985	Ernest MANDEL
7	ETATS-UNIS	Les agriculteurs touchés par la crise	Hayden PERRY
9	FRANCE	Origines et dangers de la poussée du Front national	Christian PICQUET
15	GRANDE-BRETAGNE	La grève des mineurs, un mouvement qui a polarisé la société britannique	Steve ROBERTS
21	URSS	Nouvelle succession au Kremlin	Marina BEK
22	—	Les crises économiques de l'Est en débat dans les revues officielles	Marina BEK
26	NOUVELLE-CALÉDONIE	Une nouvelle phase de la lutte du FLNKS	Claude GABRIEL
27		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE POLOGNE : Des sondages qui en disent long. AFRIQUE DU SUD : 200 Noirs assassinés en six mois.	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

La situation économique mondiale au début de 1985

L'ECONOMIE capitaliste a connu ces deux dernières années un nouveau regain d'activité. Partie des Etats-Unis, cette reprise économique s'est ensuite progressivement étendue à d'autres pays impérialistes ainsi qu'à certains pays semi-industrialisés de l'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine.

Cette reprise économique demeure pourtant inégale dans son ampleur et dans ses rythmes. L'origine même de la reprise de l'économie des Etats-Unis est d'ailleurs profondément liée à l'important déficit du budget fédéral de ce grand pays impérialiste.

Ernest MANDEL

La situation économique mondiale au début de l'année 1985 continue à être caractérisée par une reprise économique dans les pays impérialistes et les principaux pays semi-industrialisés (1). Dans tous ces pays, la production industrielle et le commerce extérieur, ainsi que le revenu national, sont en hausse. Le tableau ci-dessous présente les chiffres qui confirment cette tendance.

CROISSANCE DU PRODUIT NATIONAL BRUT EN 1984 PAR RAPPORT A 1983

Etats-Unis	6,7 %
Japon	5,8 %
RFA	2,5 %
Canada	4,3 %
Italie	3,0 %
Grande-Bretagne	2,0 %
France	1,7 %
Australie	6,2 %
Ensemble pays impérialistes	4,7 %
Ensemble Amérique latine	2,6 %
dont Brésil	3,5 %
dont Mexique	3,8 % (*)
Corée du Sud	7,5 %
Taiwan	8,5 %
Hong-Kong	8,0 %
Singapour	8,0 %
Inde (prod. industrielle)	5,5 %

(*) Certaines sources donnent 1 %.

LE MÉCANISME DE LA REPRISE

Le mécanisme de la reprise est également clair. Après une très forte chute, disproportionnée par rapport au reste de l'économie, de la production de l'industrie automobile et de la construction immobilière aux Etats-Unis dans les années 1980-1982 — deux secteurs qui, à eux deux, représentent avec ceux qu'ils stimulent directement près de 40 % de l'activité industrielle —, ces branches d'activité ont connu une forte expansion

1. Cf. l'article d'Ernest Mandel, « Une reprise couplée à une crise financière aggravée », publié dans le dossier économique d'*Inprecor*, numéro 178 du 23 juillet 1984.

2. Collectif d'auteurs sous la direction de Lall, *Les multinationales originaires du tiers-monde*, Presses universitaires de France, Paris, 1984.

à partir de 1983. Elle a conduit à une reprise généralisée de la production industrielle aux Etats-Unis. Cette reprise a été essentiellement stimulée par l'énorme déficit du budget public, plus de 200 milliards de dollars (2 000 milliards de francs) par an depuis quatre ans, soit 1 000 milliards de dollars (10 000 milliards de francs) pour la période 1981-1985, nourri par la montée en flèche des dépenses militaires. Leur seule augmentation est pratiquement identique au déficit budgétaire !

Pour éviter que ce déficit budgétaire ne stimule une accentuation trop forte de l'inflation, l'administration Reagan s'est efforcée d'attirer des masses de capitaux étrangers aux Etats-Unis, qui s'investissent en emprunts publics américains. A cette fin, elle est obligée de maintenir aux USA des taux d'intérêt supérieurs de plusieurs points à ceux du Japon, de RFA, de Suisse et d'ailleurs. De là la surévaluation du dollar par rapport aux devises des autres pays capitalistes. Cette surévaluation rend les marchandises industrielles américaines de moins en moins compétitives par rapport à celles d'autres pays capitalistes. Ces derniers, avant tout les pays impérialistes et les pays semi-industrialisés, ont donc connu un véritable boom de leurs exportations vers les USA. Cela a abouti au résultat imprévu que les exportations de produits industriels manufacturés des pays dits du tiers-monde vers les USA dépassent aujourd'hui les exportations américaines de ces mêmes produits vers le « tiers-monde » (cf. tableau ci-après).

Certes, les chiffres de produits industriels exportés des pays dits du tiers-monde

liste, déficit qui est lui-même un facteur de crise pour l'avenir. La crise financière internationale apparaît sous un autre angle au travers de l'endettement massif des pays capitalistes dominés. Les éléments fondamentaux de la crise structurelle de l'économie de marché restent donc une donnée déterminante de l'évolution de la situation économique internationale. C'est dans ce cadre d'analyse que l'article publié ci-après dresse un tableau de l'état de l'économie mondiale dans ses différents secteurs (pays impérialistes, pays capitalistes dépendants et Etats ouvriers bureaucratisés) en ce début de l'année 1985. ■

de vers les USA incluent tout ce qui relève de la division du travail à l'intérieur des compagnies multinationales d'origine impérialiste, c'est-à-dire le déplacement de centres de production de certaines de ces multinationales vers des pays du « tiers-monde ». Mais ce phénomène n'explique qu'une partie de ce renversement sensationnel de tendance. Celui-ci reflète également l'essor réel de branches industrielles nationales compétitives de pays semi-industrialisés, telles que la sidérurgie, la construction navale, l'industrie du vêtement et des jouets, l'industrie des composants électroniques, voire la pétrochimie. Il est d'ailleurs significatif qu'un livre viennois de paraître, consacré au phénomène des multinationales originaires des pays dits du tiers-monde, c'est-à-dire contrôlés par le capital financier brésilien, indien, sud-coréen, de Hong-Kong, etc, sans influence ou propriété importante en provenance des pays impérialistes (2). Nous avons à de multiples reprises attiré l'attention sur ce phénomène.

C'est donc de la manière décrite précédemment que la reprise économique aux Etats-Unis s'est étendue progressivement vers toute l'économie capitaliste internationale, d'abord vers le Japon et la RFA, ensuite vers les autres puissances impérialistes, puis vers les pays semi-industrialisés d'Asie et, finalement, à partir de 1984, vers les pays semi-industrialisés d'Amérique latine et vers quelques autres pays.

LES FAIBLESSES STRUCTURELLES PERSISTENT

Cependant, encore plus que la reprise économique de 1976-1979, celle qui

PRODUITS INDUSTRIELS MANUFACTURÉS

EXPORTATIONS AMÉRICAINES VERS LE « TIERS-MONDE » (en milliards de dollars)				EXPORTATIONS DU « TIERS-MONDE » VERS LES USA (en milliards de dollars)			
1981	1982	1983	1984 (*)	1981	1982	1983	1984 (*)
61,5	54,6	45,3	47,0	35,0	36,8	45,7	55,0

(*) Chiffres provisoires

est actuellement en cours est purement conjoncturelle, partielle et temporaire. Elle n'a permis d'éliminer aucune des causes structurelles qui, depuis la fin des années 1960 et le début des années 1970, déterminent une dépression à long terme de l'économie capitaliste internationale. Il n'y a eu ni restructuration et expansion fondamentale du marché mondial — sans même parler d'une expansion comparable à celle de la période 1950-1970 — ni réorganisation fondamentale du processus de travail et de production de la plus-value, ni modification fondamentale des rapports de forces sociaux produisant une élévation radicale du taux de la plus-value, éléments qui permettraient au Capital d'assurer de nouveau une expansion comparable à celle des années de l'après-Deuxième Guerre mondiale ou des années qui ont précédé la Première Guerre mondiale.

Au contraire, la reprise économique n'empêche pas les deux caractéristiques fondamentales de la longue dépression du capitalisme de se manifester malgré l'augmentation de la production courante :

— Il y a défaillance persistante des investissements productifs et donc baisse nette du taux de croissance à moyen et à long terme, ce qui démontre qu'aucune branche industrielle « nouvelle » — y compris la micro-électronique et la robotique —, ne se développent de manière telle qu'elle puisse se substituer au rôle de stimulant fondamental de la production et du marché qu'ont joué l'automobile, l'électro-ménager et les machines destinées à la semi-automatisation dans la période 1940-1970 (1948-1970 en Europe capitaliste et au Japon).

— Il y a une montée continue du chômage qui, dans les pays impérialistes, est passé de 10 millions d'unités en 1970 à 20 millions en 1975, à 30 millions en 1980, à 35 millions actuellement, et qui atteindra sans doute sous peu les 40 millions d'individus, c'est-à-dire un chômage qui touche près de 100 millions d'êtres humains, si l'on tient compte des ménages des chômeurs et de ceux et celles qui ont été éliminés du « marché du travail » et ne sont plus comptabilisés comme étant au chômage. Ainsi, contrairement à l'image d'un Reagan créateur d'emplois que les néo-libéraux répandent un peu partout, il faut constater que malgré un taux de croissance relativement élevé de la production aux USA, le chômage y persiste aux alentours de 7,5 % de la main-d'œuvre, sans tenir compte de celles et de ceux qui ont été retirés du marché de l'emploi, taux élevé jamais connu en période de forte croissance.

De même, le problème de l'endettement persistant des pays semi-coloniaux et dépendants n'a en rien été résolu. Il continue à peser puissamment à la fois sur le rythme d'expansion du marché mondial et sur celui de leur propre croissance économique, indépendamment des hauts et des bas de la conjoncture. Découlant du même fait, l'instabilité politique va croissant dans ces pays. La possibilité

de crises sociales explosives y reste plus prononcée que jamais.

LA REPRISE ET LE « TIERS-MONDE »

Les effets de la reprise économique sur les pays dits du tiers-monde confirment la nécessité analytique d'opérer avec deux sous-catégories.

D'une part, les pays les plus pauvres, bien qu'entraînés avec retard dans la dépression économique, ont connu progressivement des phénomènes de véritable effondrement économique, dont la famine qui frappe les pays du Sahel, le Mozambique, l'Angola, l'Éthiopie, le Bangladesh, la misère généralisée en Bolivie, ne sont que les manifestations les plus tragiques mais nullement la seule illustration grave. Ces pays subissent les effets combinés d'une chute en valeur de leurs exportations, d'une hausse du coût de leur note d'énergie, d'une disparition de leurs ressources extérieures d'investissement — prêts accordés de plus en plus en fonction de seuls critères de rentabilité à court et à moyen terme —, d'un effondrement de leurs ressources internes d'accumulation, voire de reproduction simple du capital. De ce fait, le revenu stagne et baisse, et le revenu par tête d'habitant baisse encore plus fortement. A partir d'un certain seuil, cette baisse devient cumulative et entraîne une chute absolue de la productivité du travail dans le secteur agro-alimentaire de subsistance, aggravée par la tendance persistante à étendre le secteur orienté vers l'exportation de produits agricoles commercialisés à la campagne.

D'autre part, dans les pays semi-industrialisés dépendants, l'industrie s'est montrée capable de redémarrer après le choc de la récession de 1982-1983 dans ces pays. Même si quelques secteurs comme l'automobile et l'électro-ménager au Mexique, en Argentine et au Brésil continuent à stagner à un niveau inférieur à celui des années d'avant la crise, ce qui se traduit par la réduction du niveau de vie des classes moyennes, ces pays n'ont en général pas connu de phénomène de dés-industrialisation, quand bien même leur industrie a subi quelques transformations structurelles. Certains secteurs clés de l'industrie se développent même de nouveau à un rythme rapide, réorientés essentiellement vers les marchés extérieurs.

Cependant, cette reprise économique dans les pays semi-industrialisés dépendants comporte des caractéristiques propres qui la distinguent de la situation des années 1970 :

— Il y a eu, dans ces pays, réduction beaucoup plus forte du pouvoir d'achat des ouvriers et des paysans que dans les pays impérialistes — sauf sans doute en Corée du Sud et à Taïwan —, et donc contraction du marché intérieur. La reprise est exclusivement fondée sur le boom des exportations, avant tout vers les USA. D'où une plus grande vulnérabilité de l'économie de ces pays par rapport à toute nouvelle récession dans les pays impé-

rialistes, à toute nouvelle contraction du marché mondial.

— Il y a pénétration de l'industrie de ces pays dans des secteurs où il y a déjà capacité de production excédentaire dans les pays impérialistes (pétrochimie, construction automobile, électronique, construction navale, sidérurgie), d'où des risques de mesures de rétorsion protectionnistes dures de la part des pays impérialistes.

— Il y a arrêt brusque d'un apport de capitaux étrangers à l'industrialisation. Comme suite du paiement ininterrompu du service de la dette dans les conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI), il y a aujourd'hui une sortie nette persistante de capitaux du « tiers-monde » vers les pays impérialistes, phénomène encore accentué par une énorme fuite de capitaux privés vers les USA, la Suisse, le Japon, etc. De ce fait, la croissance économique ne peut se poursuivre qu'au prix d'une inflation persistante (cf. tableau ci-dessous). Elle sera de toute manière plus modeste que dans les années précédant la crise, accompagnée d'un chômage montant en flèche et d'une baisse du niveau de vie des masses, du moins d'une « stabilisation » à un niveau fort bas. Seuls quelques pays semi-industrialisés d'Asie échappent encore à cette tendance, qui les frappera sans doute lors de la prochaine récession.

TAUX D'INFLATION EN 1984

RFA	2,1 %	Egypte	15 %
Japon	2,1 %	Chili	16 %
Corée du Sud	2,8 %	Grèce	18 %
Singapour	2,8 %	Portugal	26 %
Pays-Bas	3,0 %	Nigeria	40 %
Suisse	3,2 %	Philippines	44 %
USA	4,5 %	Turquie	51 %
Grande-Bretagne	5,0 %	Yougoslavie	59 %
Hong-Kong	5,0 %	Uruguay	63 %
Autriche	5,2 %	Mexique	65 %
France	6,9 %	Pérou	104 %
Inde	8,3 %	Brésil	196 %
Italie	9,1 %	Israël	450 %
Hongrie	10,0 %	Argentine	616 %
Afrique du Sud	12,0 %	Bolivie	748 %

— Il y a aggravation du déficit alimentaire, nourri par les transformations structurelles de la production rurale.

— Dans certains pays producteurs de pétrole membres de l'OPEP, la chute de la rente pétrolière a de même provoqué un rétrécissement du marché intérieur, et donc de la capacité d'importation par rapport aux pays impérialistes. Ainsi, en Libye, le revenu annuel par tête d'habitant est tombé de 10 000 dollars en 1982 à 8 500 dollars en 1983 et à 7 000 dollars en 1984. Au Nigéria, la chute est encore plus forte.

RAPPORTS DE FORCES INTER-IMPÉRIALISTES

Les rapports de forces inter-impérialistes se sont modifiés depuis la récession de 1980 et la reprise de 1983. La concurrence inter-impérialiste s'est aggravée. Mais ces deux phénomènes ne se manifestent pour le moment que de manière fort limitée. Il est vrai que la reprise de la production et la résorption du chômage sont

plus prononcées aux USA que chez ses principaux rivaux, plus nette au Japon qu'en Europe capitaliste, et plus forte en RFA que dans les autres pays d'Europe. Mais cette tendance est en partie compensée par le fait que la part des USA dans le marché mondial continue à baisser, non seulement en comparaison à celle du Japon, mais encore à celle de la RFA, et que la productivité du travail industriel stagne aux Etats-Unis, alors qu'elle avance par bonds au Japon et en Europe capitaliste. De 1977 à 1984, la productivité du travail dans l'industrie manufacturière a augmenté deux fois plus en République fédérale allemande qu'aux Etats-Unis, et trois fois plus en France et au Japon.

Il est tout à fait faux de considérer la hausse du cours du dollar par rapport aux autres devises impérialistes comme une « victoire » ou un signe de santé de l'impérialisme américain. Il suffit de rappeler que la livre sterling a connu, elle aussi, une hausse similaire au cours des années 1980-1983 pour s'apercevoir du manque de sérieux de tels jugements rapides. En réalité, la politique de Ronald Reagan et du président de la Banque fédérale des USA, Volcker, obligée de jouer sur la hausse du dollar, sacrifie systématiquement les intérêts de l'industrie — et donc du capital financier américain, car le capital financier, c'est le capital bancaire investi dans l'industrie — à ceux des détenteurs de capitaux-argent (spéculateurs et rentiers). Cette orientation ne pourra se maintenir à la longue sans graves conséquences.

Il est certain que la persistance du déficit budgétaire aux Etats-Unis débouchera sur une hausse du taux d'intérêt qui finira par étrangler la reprise et précipitera une nouvelle récession. Cela se vérifiera d'autant plus qu'elle est accompagnée d'un déficit croissant de la balance commerciale américaine. Pour éponger celle-ci, les apports de capitaux étrangers ne suffisent plus. On assiste déjà à un début de liquidation d'avoirs étrangers : pour la première fois depuis 1913, les avoirs des USA à l'étranger sont aujourd'hui inférieurs aux dettes de ce pays vis-à-vis de l'étranger.

Il n'est pas vrai non plus, comme l'affirment les impérialistes européens et leurs porte-parole et complices au sein du mouvement ouvrier, que le niveau élevé des taux d'intérêt aux USA « étrangle » ou freine la reprise économique en Europe. En réalité, les investissements productifs stagnent en Europe, non par pénurie de capitaux mais pour les raisons structurelles maintes fois analysées par notre mouvement. Dans ces conditions, l'afflux de capitaux européens vers les USA est une conséquence de cette stagnation et non sa cause.

C'est parce que les capitalistes recherchent essentiellement des placements non-productifs (spéculatifs) qu'ils exportent leurs capitaux vers les USA. Au moment où ils craindront une nouvelle chute du dollar, alimentée par l'inflation, qui est déjà plus élevée aux USA qu'au Japon et que dans de nombreux pays d'Europe, cette tendance se renversera du jour au

lendemain, sans pour cela entraîner un quelconque boom des investissements productifs en Europe.

DANS LES ETATS OUVRIERS BUREAUCRATISÉS

Les Etats ouvriers bureaucratés ont, pour l'essentiel, à l'exception de la Pologne, surmonté conjoncturellement quant à la production courante en 1984, les effets cumulés de leurs propres contradictions internes et des répercussions sur leurs économies de la crise de l'économie capitaliste internationale. Leur production industrielle a connu un taux de croissance accru en 1984, qui se maintiendra sans doute en 1985 (cf. tableau). C'est le degré d'intégration dans l'économie capitaliste internationale qui a déterminé l'ampleur des fluctuations qu'elles ont subi pendant le cycle 1975-1982. Celles-ci ont donc été plus fortes en Pologne, en Yougoslavie, en Hongrie et en Tchécoslovaquie qu'en République démocratique allemande (RDA), en Bulgarie, en Roumanie et, surtout en URSS ou en Chine, qui n'exportent ou n'importent qu'une faible fraction de leur produit national. La reprise a été accompagnée d'une réduction des emprunts en provenance des pays capitalistes et d'un allègement, quelquefois fort limité, du poids de la dette étrangère, ainsi que d'une réorientation du commerce extérieur augmentant la part des échanges entre Etats ouvriers dans l'ensemble.

PRODUCTION INDUSTRIELLE (variations annuelles en %)

	1980	1981	1982	1983	1984
URSS	+3,6	+3,4	+2,9	+4,0	+4,4 (*)
RDA	+4,7	+4,7	+3,2	+4,1	+4,4
Tchécoslovaquie	+3,5	+2,1	+1,1	+2,7	+2,6
Pologne	0	-10,8	-2,1	+6,7	+3,4 (**)
Hongrie	-2,8	+2,0	+2,5	-1,0	+1,5
Roumanie	+6,5	+2,9	+1,1	+4,8	+7,0
Bulgarie	+4,2	+4,8	+4,6	+4,6	+3,8

Ces chiffres n'incluent pas ceux relatifs à la construction, qui a connu des baisses substantielles en 1981 et en 1982 en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

(*) Chiffre officiel, contesté par les experts occidentaux, qui le situent à 3,5-4 %.

(**) Soit un niveau encore inférieur à celui de 1980.

Cependant, dans les Etats ouvriers bureaucratés également, la reprise est modeste et la production ne retrouve pas, comme vitesse de croisière, la moyenne des années 1960 et 1970, sans parler de celle des années 1950. Ce ralentissement de la croissance à long terme n'est pas essentiellement due aux effets de la longue dépression de l'économie capitaliste. Il est le résultat des contradictions internes de l'économie des Etats ouvriers bureaucratés, sur lesquelles il n'y a pas lieu de s'étendre dans cet article. Parmi ces contradictions, il faut mentionner la résistance accrue de la classe ouvrière. Cela se manifeste notamment par :

— L'accroissement continu de la masse des investissements « gelés » et non achevés et, ce qui en découle, par la réduction du rapport entre la production

supplémentaire et les investissements nouveaux.

— L'incapacité de réaliser une réforme cohérente du système de planification hyper-centralisé sans stimuler en même temps le secteur « parallèle » de l'économie, la corruption, etc.

— Le retard persistant dans l'application de la technologie micro-électronique et informatique.

— La crise persistante de la production céréalière et la dépendance permanente par rapport à l'importation de céréales en provenance des pays impérialistes qui en est le résultat. La récolte céréalière de 1984 en URSS se situe aux alentours de 170 millions de tonnes contre 190 millions de tonnes l'année précédente. Le déficit céréalière s'élève donc maintenant à 50 millions de tonnes pour l'année en cours.

Ainsi, d'après le communiqué officiel du Gosplan, le taux de croissance du produit social brut de l'URSS est passé de 3,1 % en 1983 à 2,6 % en 1984, essentiellement du fait de la stagnation de la production agricole, pour laquelle le plan avait pourtant prévu un accroissement de 7,6 %, et de la chute de la production pétrolière, qui est retombée au niveau de 1982.

La République populaire de Chine a, par contre, poursuivi la croissance accélérée de sa production agricole et industrielle, due en bonne partie à des mesures économiques du type de la NEP (3). Ces mesures sont fausement interprétées dans pas mal de milieux comme impliquant un « retour au capitalisme ». Il n'en est pas question. Mais il est vrai qu'elles accentuent l'inégalité sociale à la campagne comme dans les villes, et qu'elles vont inévitablement produire des tensions sociales accrues.

LA CRISE DU CRÉDIT

Malgré les mesures sévères imposées par le FMI aux pays dépendants les plus endettés, et la récession stimulée par ces mesures en 1982-1983, le poids global de la dette extérieure du « tiers-monde » envers le capital impérialiste n'a guère diminué en 1984, dans des conditions de reprise économique. Aussi bien le volume total de la dette que l'ampleur du service de cette dernière, et le rapport entre ces services annuels et les revenus annuels d'exportation — ce qui correspond aux rentrées annuelles de devises —, ont continué à augmenter en 1984, comme il ressort du tableau suivant :

3. A l'instar de ce qui s'est passé avec l'orientation adoptée par Lénine en Union soviétique en mars 1921 et connue sous la dénomination de Nouvelle politique économique, les dirigeants chinois se sont engagés dans une politique d'encouragement à la production agricole privée. Cela a développé une couche de riches paysans dans les campagnes. Cette politique, qui a son équivalent dans le développement dans les villes d'un secteur commercial privé, est lourde de conséquences en terme d'aiguinement des conflits sociaux et des différenciations sociales.

DETTE TOTALE DES PAYS DU « TIERS-MONDE » (*)
(en milliards de dollars)

	1977	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985 (prévisions)
	327	469	559	650	741	782	827	863

— dont dette aux banques privées :

	161	240	276	326	379	413	460	469
--	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

SERVICE ANNUEL DE LA DETTE DES MEMES PAYS

	39,8	75,4	89,6	109,3	124,1	117,7	121,3	142,9
--	------	------	------	-------	-------	-------	-------	-------

— en % des revenus d'exportation :

	15,1 %	19,0 %	17,4 %	20,2 %	24,4 %	22,1 %	21,5 %	23,0 %
--	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

— pour les principaux pays endettés (**):

	17,0 %	35,7 %	40,0 %	52,0 %	61,6 %	53,3 %	55,1 %	65,7 %
--	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

(*) Sauf pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole.

(**) Brésil, Mexique, Argentine, Indonésie, Corée du Sud, Venezuela et Philippines.

Toute réduction de cette dette se traduirait d'ailleurs par une contraction sévère des exportations des pays impérialistes vers le « tiers-monde », car elle ne pourrait résulter que d'un surplus important de la balance commerciale de celui-ci avec l'impérialisme.

Il est donc plus que probable que dès la prochaine récession, et la chute des exportations du « tiers-monde » vers les métropoles qu'elle entraînera, des phénomènes d'insolvabilité comparables sinon supérieurs à ceux des années 1982 et 1983 se reproduiront. Ils aggraveront la crise du système bancaire international, avant tout aux Etats-Unis mêmes, parce qu'ils seront accompagnés d'un endettement des firmes capitalistes de plus en plus lourd, ainsi que d'une croissance dangereuse de la dette publique. Le total de la dette en dollars atteint le montant fantastique de 7 000 milliards de dollars.

RÉPARTITION DE LA DETTE (*)
(en milliards de dollars)

	1974	1984
Dette publique américaine	543	1 573
Dette publique tiers-monde	250	810
Dette publique autres pays	100	400
Dette des entreprises	900	2 600
Dette des menages aux USA	670	1 830
Total	2 500	7 100

(*) Chiffres approximatifs.

Le fort endettement des petits fermiers américains, joint à la hausse du taux d'intérêt, a provoqué un véritable désastre dans ce milieu. Cela mérite une étude à part.

Il faudrait aussi examiner de plus près l'aspect structurel du phénomène de l'endettement massif de l'économie capitaliste internationale, sur lequel nous avons déjà souvent insisté par le passé. Il reflète un renforcement progressif du secteur financier proprement dit, sinon spé-

culatif, au sein du grand capital, par rapport au secteur industriel proprement dit (4). Les chiffres suivants sont fort significatifs de cette évolution (5) :

PART DES PROFITS TOTAUX AUX USA

	Capital industriel	Capital engagé dans la circulation (rente foncière)
1950	50 %	40 %
1965	42 %	40 %
1975	32 %	47 %
1983	22,9 %	58,2 %

Il faut évidemment se garder d'extrapoler cette tendance, en elle-même indéniable. La « désindustrialisation » des Etats-Unis est inconcevable pour le grand capital. Elle impliquerait qu'on laisserait se réaliser non seulement l'assemblage des jouets électroniques et des vidéo-cassettes, mais encore la production des avions, des fusées et des computers dans des pays d'outre-mer. Cela porterait un coup fatal à la puissance militaire des USA.

D'ailleurs, les derniers progrès de la semi-automation font qu'il est redevenu « rentable » de produire des textiles en Suisse et aux USA, vu la réduction de la part des salaires dans les coûts de produc-

tion globaux.

Néanmoins, tout ce qui s'est passé depuis le début de la dépression en cours, ce que l'on appelle onde longue dépressive, se reflète en partie dans cette prépondérance temporaire du parasitisme et de la spéculation au sein du grand capital anglo-saxon. Cela se reflète notamment dans le fait que des « fusions d'entreprises » dans le secteur du pétrole — qui n'impliquent pas une seule tonne de pétrole produite en plus — sont financées à coup de dizaines de milliards de dollars de crédit, alors que des centaines de milliers de petits fermiers productifs aux USA et à l'étranger sont acculés à la banqueroute, faute de crédits...

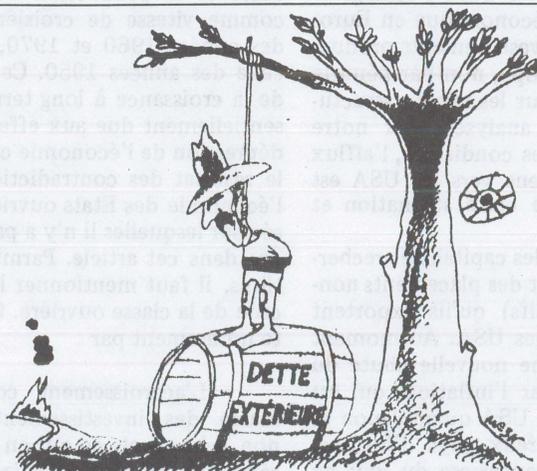
On peut résumer toutes ces données en formulant le pronostic d'une nouvelle récession de l'économie capitaliste aux alentours de l'année 1986, accompagnée d'une aggravation de la crise du système de crédit international et d'une grave crise socio-économique dans les pays dépendants, peut-être avec un an ou un an et demi de décalage sur le début de récession alors que des centaines de milliers de petits fermiers productifs aux USA et à l'étranger sont acculés à la banqueroute, faute de crédits...

On peut résumer toutes ces données en formulant le pronostic d'une nouvelle récession de l'économie capitaliste aux alentours de l'année 1986, accompagnée d'une aggravation de la crise du système de crédit international et d'une grave crise socio-économique dans les pays dépendants, peut-être avec un an ou un an et demi de décalage sur le début de récession aux USA. La prochaine récession frappera plus fortement les USA et le Japon que les pays d'Europe, et sera sans doute au Japon d'une ampleur plus grande que la dernière. ■

Ernest MANDEL,
15 février 1985.

4. Le camarade John Ross avait déjà attiré l'attention sur ce phénomène en ce qui concerne la Grande-Bretagne dans son excellent ouvrage intitulé *Thatcher and Friends*, Pluto Press, Londres, 1983. Récemment, un économiste néerlandais de gauche, Kees van der Pijl, s'est efforcé d'appliquer une analyse analogue à l'ensemble des pays impérialistes dans son livre *The Making of an Atlantic Ruling Class*, Verso Books, Londres, 1984.

5. Chiffres publiés dans *The Making of an Atlantic Ruling Class*.



Les agriculteurs touchés par la crise

AUJOURD'HUI, un peu partout aux Etats-Unis, les petites fermes familiales disparaissent et les rues des petits bourgs de campagne sont de plus en plus désertes. En 1950, il y avait 5,4 millions de fermes dans le pays et en 1970 seulement 3 millions. Les paysans quittent la terre à un rythme de 270 000 par an, et cet exode risque de continuer. Les agriculteurs sont chassés de leurs terres par le poids de dettes qu'ils ne peuvent plus rembourser. Aujourd'hui, les paysans américains doivent 214 milliards de dollars (2 350 milliards de francs) aux banques et aux autres institutions de crédit. Avec les prix des produits

Hayden PERRY

Les agriculteurs américains sont pris dans la contradiction entre les progrès de la technologie et l'anarchie de l'économie capitaliste. La production agricole n'est pas comparable à celle des usines, où les patrons peuvent fermer une chaîne s'il y a une chute des ventes. Quand les ventes et les prix baissent, les paysans ont au contraire tendance à semer davantage pour pouvoir maintenir leur niveau de vie. Mais s'ils peuvent augmenter leur production, les agriculteurs ne peuvent pas augmenter leurs ventes sur le marché intérieur au-delà d'un certain seuil. Cependant, la production agricole s'est accrue chaque année avec l'apparition de nouvelles graines et le développement de nouvelles machines. En 1900, un agriculteur pouvait produire assez pour nourrir 10 personnes. En 1963, une ferme moyenne produisait assez pour 30 personnes, et depuis vingt ans, la productivité du travail agricole croît à un rythme toujours plus rapide. Mais une augmentation de la production sans évolution parallèle du marché mène l'agriculteur à sa perte.

A l'époque de la grande récession des années 1930, les prix agricoles tombèrent bien en-dessous des coûts de production et, exactement comme aujourd'hui, les paysans perdirent leurs terres hypothéquées. Franklin D. Roosevelt, président des Etats-Unis de 1933 à 1945, vint à la rescousse des agriculteurs en leur garantissant un prix minimum pour leurs récoltes. Il le fit soit par des prêts d'argent en échange de leurs récoltes, soit par l'achat des récoltes pour les stocker. Depuis lors, cette politique de subvention des prix agricoles fut reprise par tous les gouvernements américains depuis 50 ans.

LES EFFETS DE LA CRISE POUR LES FERMIERS AMÉRICAINS

Avec la flambée des prix du pétrole, en 1973, les Etats-Unis décidèrent d'essayer d'augmenter leurs ventes de produits agricoles sur le marché international. Les

banquiers américains transformèrent des dépôts bancaires en dollar en provenance des pays de l'OPEP en prêts aux pays du tiers-monde, pour que ces derniers puissent ensuite acheter plus de produits américains. Cette stratégie a largement réussi. La valeur des exportations agricoles a passé de 8 milliards de dollars en 1970 à 43,8 milliards de dollars en 1981. Les prix agricoles ont aussi augmenté et le secteur agricole a offert des possibilités de faire de gros bénéfices.

La hausse des prix agricoles a également contribué à une élévation du prix de la terre, ce qui n'a pas pour autant empêché les agriculteurs d'en acheter davantage. Le gouvernement les a poussés à augmenter la production pour pouvoir satisfaire les commandes de l'étranger. Les banquiers, débordant de dépôts en provenance des pays de l'OPEP, se sont précipités pour prêter de l'argent aux agriculteurs à un taux d'intérêt de 12%. Le secteur agricole connut presque une décennie de prospérité. Et puis, en 1982, la situation s'est détériorée. Beaucoup de pays débiteurs sont devenus insolubles. Ils ont été obligés de réduire leurs importations

agricoles en baisse constante, les petits paysans ne gagnent même pas assez pour payer les intérêts de leurs dettes. Les petites banques rurales ne peuvent pas se faire rembourser leurs prêts et sont obligées de fermer leurs portes.

Même les banques plus importantes sont entraînées dans cette vague de faillites. L'énorme Bank of America a prêté au total 2 milliards de dollars aux paysans et a accepté de ne plus jamais revoir au moins 15% de cette somme. Ses débiteurs sont tout simplement incapables de rembourser leurs dettes.

pour pouvoir payer les intérêts de leur dette extérieure. En même temps, la cote du dollar montait, rendant les produits américains plus chers sur le marché international. La conséquence en fut que la valeur des exportations agricoles passa de 43,8 milliards de dollars en 1981 à 36,1 milliards de dollars en 1983, avec des conséquences dévastatrices sur le secteur agricole. Les prix agricoles se sont mis à baisser et le revenu des agriculteurs a connu une chute, passant de 186 milliards de dollars en 1979 à 139 milliards de dollars en 1983. En conséquence de la baisse des prix agricoles, la valeur de la terre s'est également mise à baisser. Les revenus et les avoirs des agriculteurs diminuaient tandis que leurs dettes augmentaient. Alors qu'en 1970 la dette du secteur agricole s'élevait à 50 milliards de dollars, elle se monte aujourd'hui à 214 milliards de dollars. A lui seul, l'intérêt de cette dette se monte à 20 milliards de dollars par an.

Il y a deux explications à l'importance des dettes des agriculteurs : le prix élevé de la terre et des machines agricoles. Aujourd'hui, l'agriculture est aussi intensive que beaucoup de secteurs industriels.

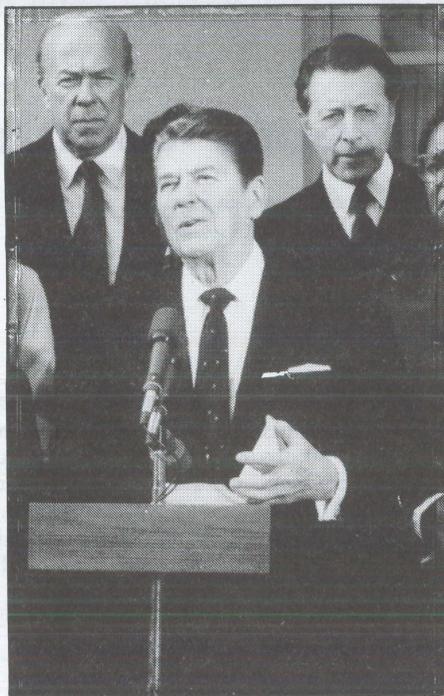
La crise agricole jette une ombre sur l'avenir des paysans américains. (DR)



Une ferme de 160 hectares peut s'évaluer à 500 000 dollars, mais l'agriculteur peut n'avoir qu'un revenu net de 10 000 dollars par an, après avoir couvert toutes ses dépenses. Avec le niveau des prix aujourd'hui, beaucoup d'agriculteurs travaillent à perte. C'est ainsi que les petites banques rurales arrivent à un point critique. Même le banquier le plus sympathique va refuser de prêter de l'argent à un paysan s'il comprend que celui-ci n'aura aucune possibilité de le rembourser. Quand les agriculteurs doivent des sommes qui s'élèvent à 40 % de la valeur de leurs fermes, ils se trouvent dans la situation de payer davantage sous la forme d'intérêts sur leurs dettes qu'ils ne retirent de la vente de leurs récoltes. Environ 300 000 d'entre nous aujourd'hui dans cette situation. Ce sont des paysans moyens qui ont développé leurs activités pendant les années fastes. S'ils ne reçoivent pas d'aide, la plupart d'entre eux feront faillite cette année ou l'année prochaine.

L'aide qu'ils ont reçue de l'administration Reagan ne permet manifestement pas aux petits paysans de s'en sortir. Une des raisons en est que le gros de cette aide va aux quelques grandes entreprises de l'agrobusiness, qui exploitent des milliers d'hectares et produisent des récoltes dont la valeur se compte en millions de dollars. Quinze de ces super-fermes ont reçu, en 1983, un total de 23 millions de dollars d'aide gouvernementale. Il y a un conflit entre les petits agriculteurs et l'agrobusiness. Les premiers cherchent à vendre leur production à des prix élevés, en étant prêts pour cela à limiter leur production. En revanche, pour les patrons de l'agrobusiness, ce qui compte c'est le marché international, sur lequel il faut pouvoir vendre à des prix compétitifs, et ils sont donc moins enclins à réduire leur production pour maintenir les prix. Mais ceux qui ne veulent absolument pas entendre parler de réduction de la production agricole, ce sont les vendeurs de machines et d'engrais ainsi que les négociants en grains et en produits agricoles, tels que la société géante Cargill Corporation.

Des hommes politiques qui représentent des circonscriptions urbaines doutent de la justesse de la politique qui consiste à dépenser entre 10 et 20 milliards de dollars par an pour maintenir les prix agricoles. Reagan, qui est très sensible aux représentants des milieux des grandes affaires, a tranché en faveur de l'agrobusiness et de ses associés dans le secteur industriel. Le nouveau budget de Reagan propose de réduire progressivement les subventions sur les prix agricoles jusqu'au point de les supprimer et de laisser jouer pleinement les lois du marché. Cela équivaut à enfoncer encore un peu plus l'agriculteur qui se noie. Les prix agricoles vont baisser, mais ce n'est pas sûr que cela garantisse une augmentation des ventes à l'étranger. Les pays du Marché commun européen, avec leur politique extrêmement protectionniste, vont pouvoir résister à une aggravation de la concurrence, tandis que les pays moins développés vont tenter d'améliorer les rendements de leur propre agriculture. C'est ainsi que de plus



Ronald Reagan. (DR)

en plus d'agriculteurs américains seront poussés à la faillite.

LES RÉACTIONS DES AGRICULTEURS

Ces agriculteurs réagissent de la même façon que l'ont fait leurs parents à l'époque de la grande récession. Ils prennent la route avec leurs tracteurs et se dirigent vers les capitales des Etats et même vers Washington. Leur revendication immédiate est celle d'un arrêt des saisies des terres hypothéquées. Dans le Minnesota, ils exigent un moratoire de 120 jours, à renouveler tous les trois mois jusqu'au moment où les prix auront suffisamment augmenté pour garantir aux agriculteurs un revenu agricole équivalant à leurs coûts de production plus 15 %. Ils exigent aussi un programme d'urgence de prêts, pour leur permettre d'acheter des grains pour les semences de printemps, ainsi qu'un moratoire d'un an sur leurs dettes envers les vendeurs d'équipements agricoles et autres créanciers. Durant ces rassemblements d'agriculteurs, on entend aussi des appels pour que soient augmentées les subventions agricoles et que soit arrêtée l'extension des activités des grandes sociétés de l'agrobusiness.

Certains gens de gauche doutent de la justesse de la tentative de sauver ces agriculteurs de la faillite. Le petit paysan est

aussi dépassé que l'est la charrue à bœufs, disent-ils. Et pourtant, l'agriculteur américain est le producteur de nourriture le plus efficace du monde. Les meilleurs d'entre eux travaillent leur terre avec une vision à long terme, en soignant leur sol de manière à lui conserver sa fertilité pour les années à venir. L'agrobusiness, par contre, exploite la terre pour en tirer des bénéfices à court terme, ce qui la laisse en mauvais état et moins productive, voire même érodée pour recommencer leur exploitation ailleurs, souvent à l'étranger.

Il faut au contraire parer à la détresse financière immédiate des petits agriculteurs, en arrêtant les saisies des terres hypothéquées et en garantissant aux paysans des revenus au moins aussi élevés que leurs coûts de production. L'aide gouvernementale doit être consacrée essentiellement aux petits paysans, et surtout aux presque deux millions d'agriculteurs qui sont obligés d'exercer un travail salarié supplémentaire et qui sont réellement pauvres. Il ne doit plus y avoir de millions de subventions pour l'agrobusiness. La production agricole doit être planifiée, pour répondre à la demande du marché intérieur ainsi qu'aux besoins des populations affamées du tiers-monde.

Dans la lutte pour une politique agricole rationnelle, l'ouvrier américain est l'allié naturel du petit paysan. Tous les deux sont victimes des grands trusts alimentaires, qui exploitent à la fois l'agriculteur et le consommateur. L'agriculteur qui produit du blé ne reçoit que 11 % du prix d'un pain. Les consommateurs font les frais des bénéfices excessifs des chaînes de supermarchés, ce qui leur coûte plus cher que ne le ferait une augmentation des prix payés aux paysans.

Les paysans américains doivent expliquer leurs problèmes au mouvement ouvrier ainsi qu'aux organisations de consommateurs. Déjà, de nombreux syndicats se sont joints aux rassemblements des agriculteurs et aux autres formes d'action de protestation que ces derniers ont organisé à travers le pays. Aux côtés de leurs millions d'alliés dans les grandes villes, les agriculteurs en lutte peuvent formuler un programme agricole qui bénéficie aux véritables producteurs, dans les mines, dans les usines et dans les fermes, c'est-à-dire à tous les travailleurs des villes et des campagnes. ■

Hayden PERRY,
Socialist Action,
San Francisco, mars 1985.



ABONNEZ-VOUS
A INPRECOR

Origines et dangers de la poussée du Front National

LES élections cantonales des 10 et 17 mars derniers constituaient, pour toutes les formations politiques, un galop d'essai en vue des consultations législatives et régionales de mars 1986. Elles ont, de ce point de vue, vérifié les grandes tendances de la situation française.

La gauche a dû, une nouvelle fois, acquitter la note de ses trahisons et subir les effets d'une abstention massive dans les zones ouvrières. Avec 41,06 % des suffrages au premier tour du scrutin, elle progresse légèrement par rapport aux européennes de l'an dernier. Mais, avec 24,25 % de l'électorat, le Parti socialiste (PS) est loin de retrouver ses scores des cantonales de 1982 (29,88 %) et même de 1979 (26,96 %). Quant au Parti communiste (PCF), il stoppe sa dégringolade, recueille 12,64 % des voix au premier tour mais ne restaure substantiellement son audience que dans un nombre limité de circonscriptions, notamment dans la région parisienne. Dans le même temps, il n'apparaît pas encore d'alternative crédible à la gauche des réformistes, même si certains scores de l'extrême gauche ou de candidats soutenus par une large coalition de forces constituent des signes encourageants. C'est la cas notamment à Sedan (4,27 % des suffrages), à Saugues (15,4 %), à Gérardmer (5,9 %), à Hérouville (5,6 %), à La Courneuve (3,43 %), à La Paillade (3,33 %), à Clermont-Ferrand (4,34 %), etc.

A l'inverse, la droite confirme une avance de près de vingt points sur ses adversaires et atteint 57,79 % des suffrages. Pourtant, signe le plus spectaculaire de sa crise de direction, aucune de ses composantes ne parvient à elle seule à s'assurer une majorité absolue dans le pays. L'alliance RPR-UDF (Rassemblement pour la République, de Jacques Chirac et Union pour la démocratie française, de Valéry Giscard d'Estaing) et les candidats regroupés sous l'étiquette « divers droite » n'atteignent que 49,03 % des voix au premier tour. Elle dépend donc totalement de l'attitude de l'extrême droite que représente le Front national (FN), qui bénéficie du soutien de 8,6 % des électeurs au plan national.

Ces résultats, tout comme la campagne électorale, confirment la place acquise par le FN, mouvement qui s'inspire de la tradition fasciste et pétainiste. Le recul des partisans de Le Pen, en comparaison de leurs résultats aux élections européennes de 1984 (11,06 %) ne doit en effet pas faire illusion. Ils ne présentaient des candidats que dans les deux-tiers des cantons renouvelables, et ce type de consultation favorise traditionnellement les grands appareils et leurs réseaux serrés de notables locaux.

Sans faire une nouvelle percée, le Front national poursuit son implantation. Là où ses candidats étaient présents, il recueille une moyenne de 10,44 % des voix, mais il pulvérise ses records dans les départements du pourtour méditerranéen ainsi que

Christian PICQUET

En France, les élections européennes du 17 juin 1984 ont spectaculairement cristallisé un « effet Le Pen ». La période qui s'ouvre jusqu'aux élections législatives de mars 1986 devrait être marquée par l'importance du rôle de l'extrême droite dans la vie politique française. Le renouvellement de la moitié des conseils généraux, à l'occasion des élections cantonales des 10 et 17 mars 1985, en constitue l'indice prémonitoire. Au-delà de l'offen-

sive de la droite traditionnelle (UDF et RPR) pour reconquérir le pouvoir, et de l'impasse dans laquelle se trouvent les partis socialiste et communiste, c'est la place du Front national et son avenir qui ont été au centre de cette campagne électorale.

S'il en va ainsi c'est que, scrutin après scrutin, enquête d'opinion après enquête d'opinion, l'extrême droite est parvenue à stabiliser une audience sans commune mesure avec ses résultats électoraux antérieurs (1). Les élections municipales de

dans les grandes villes de la région parisienne, du Nord-Pas-de-Calais et du Rhône. Il obtient par exemple 20,44 % des voix dans le Var, 19,44 % dans les Bouches-du-Rhône, 17,32 dans les Alpes-Maritimes, 15,83 % dans le Rhône, 15,22 % dans le Vaucluse, 15,91 % dans les Pyrénées-Orientales, 15,01 % dans l'Hérault, 17,29 % en Seine-Saint-Denis (région parisienne), 14,08 % dans le Val-d'Oise, 13,40 % dans les Hauts-de-Seine (région parisienne), etc. Ses scores sont encore plus impressionnants dans les cantons de certaines agglomérations : 36 % à Marseille-2, 30 % à Marseille-14B, 31,08 % à Toulon-5, 27,33 % à Toulon-2, 27,50 % à Perpignan-1, 26,28 % à Cagnes-sur-Mer, 23,61 % à La Ciotat, 20,08 % à Roubaix-Est, etc. Dans 23 cantons, le parti de Le Pen est même arrivé devant les candidats de l'opposition parlementaire.

Les traits caractéristiques de l'essor de l'extrême droite se trouvent dès lors corroborés. Elle bénéficie d'un vote urbain, d'un réflexe de peur qui se cristallise en un courant xénophobe et raciste, du glissement à droite de certaines catégories populaires. Et la crise économique, la désorientation frappant le mouvement ouvrier après quatre ans de gouvernement de gauche, l'impuissance de la droite traditionnelle conjugués à l'offensive idéologique visant à légitimer la remise en cause de nombre de conquêtes démocratiques et populaires, redonnent une place autonome à ce type de force.

Les mois qui viennent vont donc être marqués par le développement de grandes manœuvres politiques. Les gouvernants vont s'efforcer de créer, autour de François Mitterrand qui se prévaut de plus en plus du rôle d'arbitre que lui assigne la Constitution de la Ve République, les conditions d'une nouvelle majorité, incluant les secteurs de droite susceptibles de refuser l'alliance avec Le Pen en 1986. Les appels socialistes au « rassemblement, au-delà de la gauche, de tous les républicains », comme la probable introduction d'une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin pour les élections législatives prévues en mars 1986, témoignent de cette volonté et visent à faire éclater les divisions de l'opposition.

A l'autre bout de l'échiquier politique, les dirigeants de l'UDF et du RPR s'efforceront de conjurer ce danger en affichant leur « fermeté » face à l'extrême droite. Cette attitude sera néanmoins difficile à tenir face à la pression des réalités locales. Dans les zones où le Front national a réalisé ses meilleures performances (comme à Marseille et à Montpellier), des responsables de l'opposition ont enfreint les consignes parisiennes de refus d'accord de désistement au second tour avec le FN et ont quand même négocié, provoquant du même coup la relance des polémiques dans le camp réactionnaire. L'« effet Le Pen » n'a donc pas fini de faire sentir ses conséquences menaçantes pour le mouvement ouvrier français.

En mars 1983 annoncèrent une percée, qui fut ensuite confirmée par les consultations partielles de Dreux (Eure-et-Loire) et d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), par l'élection législative partielle du Mor-

1 Dans ces scrutins, les candidats du Front national ont obtenu des scores assez élevés (9,32 % à Aulnay-sous-Bois, 16,72 % à Dreux, où un de ses dirigeants est devenu adjoint au maire grâce à une alliance au deuxième tour avec la droite traditionnelle). Aujourd'hui le FN dispose de dix représentants au Parlement européen, a bénéficié du ralliement d'un député RPR de La Réunion et annonce « mille élus » municipaux.

bihan, par le renouvellement du Parlement européen, puis par les dernières élections cantonales.

En ce sens, l'actuelle percée de ce parti ne saurait être assimilée à d'autres phases d'essor de l'extrême droite depuis la Seconde Guerre mondiale. Certes, en 1956, le mouvement de Pierre Poujade, l'Union de défense des commerçants et artisans, transformé ultérieurement en Union et fraternité française, avait recueilli 11,50 % des suffrages, envoyant plusieurs dizaines de députés à l'Assemblée nationale. Mais la poussée du poujadisme survint en pleine période d'expansion économique et en fut même le produit. Si le papetier de Saint-Céré qu'était Poujade draina le ban et l'arrière-ban de l'extrême-droite française, ce qui lui valut le surnom de Poujadolf, son mouvement fut d'abord l'expression de la révolte des professions indépendantes, commerçants, artisans, agriculteurs et intermédiaires divers, frappés par la concentration du capital. L'effondrement de la IVe République suffit à endiguer la vague poujadiste.

Quelques années plus tard, la rébellion de l'armée coloniale d'Algérie, puis la création de l'OAS (Organisation armée secrète) représentèrent une nouvelle tentative de structurer une force fasciste de masse. Mais elle n'eut de véritable écho que parmi les Français d'Algérie, les « pieds-noirs », ce qui facilita sa défaite face au pouvoir gaulliste. Plus près de nous enfin, le regain d'activité des groupes fascistes après Mai 1968 se solda également par un fiasco. Les groupes comme Occident, Ordre nouveau et leurs différents avatars ne furent jamais autre chose que des supplétifs du régime et du ministre de l'Intérieur de l'époque, Raymond Marcellin, dans sa tentative de reprise en main de l'Université.

DERRIERE LA RHÉTORIQUE NATIONAL-POPULISTE

Pour se développer, le Front national a d'emblée concentré ses propositions en une série de formules plus démagogiques les unes que les autres. « *Chômage, matraquage fiscal, insécurité, immigration, laxisme moral, ras-le-bol* » proclamaient ses affiches, électorales en mars 1983. « *Les idées que je défends, les vôtres* », renchérisait Le Pen, l'année suivante.

L'objectif était évident : profiter des réflexes racistes qu'engendre, dans les grands centres urbains, une petite délinquance produite par la détérioration des conditions d'existence de la population la plus pauvre (2). Au-delà, le FN tente tout particulièrement de capter les voix de la petite bourgeoisie urbaine traditionnelle, en adoptant un style inspiré par le poujadisme. Dès septembre 1982, le président du Front national l'appela à former « *un grand mouvement national antimarxiste et antibureaucratique* ». Et ses charges contre la bureaucratie, l'apologie des valeurs traditionnelles, Dieu compris, ou même ses références à un « *capitalisme populaire* » visaient le même public. « *A quoi correspond l'ascension rapide du*

Front national en 1983-1984 ? », se demandait ainsi Michel Collinot, membre du bureau politique du Front, il y a un an. Et il répondait : « *A un ras-le-bol généralisé de l'opinion publique contre le fiscalisme, l'Etat tentaculaire, l'Etat molasse, le sectarisme marxiste, contre l'école, la presse, ajouté à l'insécurité, au rejet de la politique d'immigration conduite depuis vingt-deux ans par les gouvernements successifs de la Ve République, à la crainte de la mainmise des communistes sur l'appareil d'Etat.* » (3) Comment ne pas comparer ces formules avec les diatribes de Poujade contre les « *puissances financières apatrides et inhumaines, les trusts, les 600 familles, l'influence des féodalités occultes dans les institutions de l'Etat* » et contre « *les étrangers qui n'ont pas une goutte de sang gaulois dans les veines* » ? (4)

La tactique actuelle du FN ne saurait cependant occulter la vraie nature de ce courant. Son histoire, ses leaders comme les thèmes essentiels de son programme prouvent sa filiation avec la tradition fasciste. Il fut fondé en 1972 par une alliance de divers courants d'extrême droite voulant sortir de leur marginalité. Cette origine se retrouve aujourd'hui dans la composition de son appareil dirigeant. Pour la grande majorité d'entre eux, les membres du bureau politique ou du comité central du FN, proviennent des trois filières classiques de l'extrême droite française : le pétainisme et la collaboration avec l'occupant hitlérien, le combat pour l'Algérie française, les groupuscules fascistes de l'après-1968.

Quant au programme et aux prises de position de ses dirigeants, dès lors qu'on se donne la peine de les étudier sérieusement, on y retrouve les principales références de cette famille politique (cf. encadré).

Les thèses du Front national constituent en effet une synthèse particulière des différentes expériences fascistes de l'entre-deux guerres et de la tradition pétainiste française. Alain Rollat, journaliste au *Monde* et l'un des meilleurs spécialistes de l'analyse de l'extrême droite, écrit ainsi fort justement : « *Jean-Marie Le Pen est sans contexte l'héritier politique direct du gouvernement de Vichy et de la Révolution nationale prêchée par Philippe Pétain de 1940 à 1942. (...) Comme celle du Front national, la révolution pacifique du maréchal Pétain se proposait de remédier à la "décadence" du pays et d'instaurer un ordre nouveau. (...) Le maréchal Pétain voulait lui aussi fonder l'Etat français sur les valeurs de la tradition catholique, remettre la famille à l'honneur, redonner au travail sa valeur de vertu en la protégeant à la fois du communisme et du capitalisme. (...) L'ordre vichyste, comme l'ordre pétainiste, était xénophobe et discriminatoire.* » (5)

LES RACINES DE L'« EFFET LE PEN »

Si un tel courant a pu aussi rapidement progresser dans l'opinion, c'est qu'il est parvenu à focaliser une certaine désagrégation du corps social, à profiter des

exaspérations et des pulsions irrationnelles de diverses catégories sociales.

L'approfondissement de la crise économique est sans doute la principale racine du développement de ce mouvement. Elle produit en effet un large sentiment d'insécurité. L'accélération des concentrations industrielles, l'exacerbation de la concurrence, l'amenuisement des débouchés, la réduction du pouvoir d'achat des salariés conduisent en premier lieu à l'accroissement des difficultés de nombreux secteurs de la petite bourgeoisie. Ces derniers deviennent dès lors une base potentielle pour tous les pêcheurs en eau trouble. Parallèlement, en développant le chômage, la crise économique divise profondément les exploités, entraîne des tendances au repli sur soi, à la recherche des boucs émissaires au sein de la population immigrée notamment. Ces tendances sont de surcroît ouvertement encouragées par un patronat qui cherche à atomiser la classe ouvrière, à rendre plus précaires les conditions de travail et de vie de certaines de ses fractions et à approfondir les contradictions entre salariés. La remise en cause des principaux mécanismes de protection sociale, l'extension du travail à temps partiel, l'instauration des horaires variables pour les femmes, le développement de l'intérim et l'augmentation du nombre des chômeurs en fin de droit tendent à affaiblir le front de la classe ouvrière.

De telles tendances sont évidemment réversibles. Elles ne prennent un caractère dévastateur que lorsque le mouvement ouvrier se révèle incapable de répondre aux aspirations du monde du travail, d'offrir ses propres solutions à la crise capitaliste. C'est ce qui s'est produit en France depuis 1981. Capitulant devant l'offensive de la droite et du grand patronat, le PS et le PCF ont dilapidé le capital de confiance qui les avait portés au gouvernement en 1981, provoquant le retour à droite d'une partie de leur électorat de cette époque et répandant le désarroi parmi les masses populaires. Au stade actuel, aucun des deux principaux partis ouvriers n'apparaît plus comme porteur de solutions mobilisatrices.

Soutenant désormais seul le gouvernement, les socialistes doivent assumer l'essentiel de la responsabilité de la politique d'austérité appliquée depuis près de quatre ans. Sorti précipitamment du gouvernement en juillet dernier pour ne pas subir jusqu'au bout le même discrédit que son ancien partenaire de l'Union de la gauche, le PCF n'a rien à proposer aux travailleurs, excepté son propre redressement électoral (6). De leur côté, les direc-

2. Depuis le début de la récession économique en France, la délinquance a progressé de plus de 50 %. L'insécurité est donc devenue un argument électoral payant. En 1984, plus du quart des personnes interrogées dans les sondages d'opinion se déclaraient en accord avec les positions de Le Pen sur l'insécurité et l'immigration, un sympathisant de gauche sur cinq ayant le même avis.

3. *RLP-Hebdo*, 2 mars 1984.

4. Extrait de *J'ai choisi le combat*, de Pierre Poujade, Ed. SGEP.

5. Cf. *Les hommes de l'extrême droite*, Alain Rollat, Ed. Calmann-Lévy.

6. Cf. l'article de Francis Sittel publié dans *Inprecor* numéro 191 du 4 mars 1985.



Le Pen joint le geste à la parole. Le leader du Front national a déchaîné sa haine contre les immigrés dans des meetings à travers la France au cours de la campagne pour les élections cantonales de mars 1985. (DR)

tions syndicales ont abdicqué de leurs tâches de défense des intérêts matériels et moraux des salariés. Depuis 1981, pour ne pas gêner le gouvernement, elles ont cautionné la baisse du pouvoir d'achat, la restructuration de branches industrielles entières avec des licenciements massifs, la liquidation de nombreux acquis sociaux. Et elles n'ont rien entrepris pour organiser les trois millions de chômeurs que compte le pays. En l'absence d'alternative de gauche crédible, c'est tout le mouvement ouvrier qui en paye à présent la facture et perd une part de ses capacités de polarisation politique et sociale.

Un tel vide ne pouvait qu'offrir un terrain propice à la démagogie réactionnaire. Les discours enflammés de Jean-Marie Le Pen ont trouvé un écho parmi une masse de petits bourgeois menacés par la crise. D'après certains sondages, ils sont ainsi 36 % à exprimer leur sympathie pour le Front national. De même, ses attaques contre l'immigration et l'insécurité lui ont permis d'exploiter les réflexes de peur dans les zones populaires les moins organisées par le mouvement ouvrier. Le phénomène touche particulièrement des secteurs de travailleurs paupérisés, ceux qui se sentent les plus démunis ou les plus abandonnés et qu'on retrouve concentrés à la périphérie des grandes villes. Le vote Le Pen émerge surtout dans les zones urbaines. En juin 1984, il représentait 15,24 % de voix à Paris, 17 % à Lyon, 21,4 % à Marseille, 19,1 % à Roubaix, 15,98 % en Seine-Saint-Denis (7). Les cinq régions dans lesquelles les partisans du FN ont réalisé leurs meilleurs sco-

res sont aussi celles où les pourcentages de population immigrée, qui n'a pas le droit de vote, sont les plus élevés au regard de la population totale (Corse, Paris et région parisienne, région Rhône-Alpes, pourtour méditerranéen, Languedoc-Roussillon) (8).

Le PS et le PCF ont bien tenté de faire leur handicap. Mais ce fut en concurrençant l'adversaire sur son propre terrain. On a vu des maires communistes dénoncer l'excédent de population immigrée dans leur commune (9). On a vu le gouvernement socialiste œuvrer au « retour » des immigrés dans leurs pays d'origine, interdire le regroupement des familles et multiplier les contrôles policiers afin de débusquer les immigrés « clandestins ». Laurent Fabius, chef du gouvernement, est même allé jusqu'à proclamer cyniquement : « *Le Pen apporte de mauvaises réponses à de vraies questions.* » Ce faisant, les partis ouvriers n'ont pas peu contribué au crédit des thèses du Front national auprès de leurs propres électeurs. D'après un sondage, 18 % des sympathisants actuels de l'extrême droite auraient voté au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 pour un candidat de gauche et 22 % d'entre eux auraient voté pour François Mitterrand au second tour. De même, aux dernières élections européennes, le Front national a réalisé un meilleur score que le PCF à Reims et à Saint-Etienne, villes dirigées jusqu'en 1983 par des élus communistes.

A tous ces facteurs, il convient d'ajouter la crise de la droite parlementaire. Car, à la différence de la situation qui

prévalait depuis la fondation de la Ve République, les courants « ultras » du camp réactionnaire ont conquis une marge de manœuvre autonome. Le gaullisme, en regroupant sous sa direction les principaux clans de la classe dominante, avait réduit l'extrême droite à la portion congrue et l'échec de l'OAS avait fait le reste. En 1965, la décolonisation algérienne à peine achevée, Tixier-Vignancour (ancien avocat de Pétain et de l'OAS) ne passa que de justesse la barre des 5 % des suffrages exprimés. Après le départ du fondateur de la Ve République, une fraction de l'opposition de droite au régime rallia Georges Pompidou. Ce mouvement se poursuivit en 1974, avec le soutien de l'essentiel de l'extrême droite au candidat Giscard d'Estaing. Le Pen, à ce moment, ne bénéficiait du soutien que de 0,74 % de l'électorat.

Pourtant, dès cette époque, la droite dut faire face à des ébranlements si profonds qu'ils expliquent, pour partie, la place présente du Front national. La victoire de Giscard d'Estaing en 1974 marqua en effet le début du déclin du parti gaulliste, qui se poursuivit avec l'éviction de Jacques Chirac du poste de Premier ministre, deux ans plus tard. Dans le même temps, la droite de tradi-

7. Ce pourcentage, comme les suivants, est tiré d'un sondage effectué en mai 1984 pour le compte d'un groupe de journaux de province.

8. Dans le Midi, le FN a en outre bénéficié du soutien massif des rapatriés d'Algérie.

9. En 1980, le maire communiste de Vitry fit détruire au bulldozer un foyer de travailleurs immigrés originaires du Mali.

tion libérale ne parvenait pas à élargir les assises sociales du régime, passablement réduites depuis Mai 1968. Les rivalités internes à la majorité de l'époque, l'échec des tentatives giscardiennes d'endiguer la montée de la social-démocratie, aboutirent à la victoire de François Mitterrand en 1981. Les conditions dans lesquelles celle-ci survint, les affrontements opposant giscardiens et gaullistes, l'incapacité des camps en présence à prendre durablement le pas sur leurs concurrents interdirent à la bourgeoisie de réorganiser son dispositif politique. Quatre ans après l'arrivée de la gauche au gouvernement, la droite ne dispose toujours pas d'un projet apte à unifier ses différentes composantes et elle n'a pas trouvé la base sociale qui lui permettrait d'asseoir l'autorité de son gouvernement, en cas de retour au pouvoir. Elle se trouve même en proie à une impitoyable guerre entre les trois prétendants à la magistrature suprême : Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre.

Depuis quatre ans, l'opposition s'est donc contentée de gérer cette impasse, engrangeant les bénéfices électoraux des trahisons de la gauche et chevauchant la radicalisation de sa base la plus militante, sans pour autant chercher à précipiter les échéances politiques. Cet immobilisme a considérablement affecté son autorité et sa crédibilité, ce qui donne une place accrue aux courants qui aspirent à en découdre rapidement avec la gauche. Le Pen a su profiter de ce contexte, ralliant plusieurs centaines de cadres et militants du RPR ou de l'UDF. Sa liste aux élections européennes de juin 1984 est parfaitement révélatrice de cette évolution et de ces préoccupations. Présents sur cette liste, les nouveaux secrétaires départementaux du Front national dans le Var, dans le 20^e arrondissement de Paris et dans le Loiret, sont d'anciens membres du Parti républicain de Giscard d'Estaing, tandis que deux autres candidats du FN à ces mêmes élections sont d'anciens membres du RPR. Une tactique payante, puisque, suivant certaines étu-

des, 12 % des électeurs de Giscard et 18 % de ceux de Chirac en 1981 se seraient reportés sur Le Pen à l'occasion des élections européennes.

UN CLIMAT FAVORABLE

D'autres traits renforcent encore l'impact du parti de Le Pen. En premier lieu, il bénéficie des thèmes dominants de la campagne ultra-libérale et conservatrice conduite par l'opposition parlementaire. C'est par exemple Alain Juppé, conseiller de Chirac qui, il y a deux ans, affirmait l'existence d'un lien entre l'« immigration clandestine, la délinquance et la criminalité ». C'est un tract commun du RPR et de l'UDF qui exigeait : « Il faut arrêter cette invasion. » C'est un ancien ministre giscardien qui proclamait dans son journal électoral : « Exigeons le droit à la sécurité. » C'est le maire UDF de Toulon qui refusait que sa ville soit « la poubelle de l'Europe », tandis que celui de Saint-Etienne indiquait qu'il convenait d'en « finir avec la délinquance bronzée ». Enfin, c'est le Club de l'Horloge, à la tête duquel on retrouve un membre du comité central du RPR et un responsable national du Parti républicain, qui expliquait, en pleine bataille de l'enseignement : « Comme il est nécessaire de prévoir la dénationalisation du secteur public après l'échec du socialisme, pourquoi ne pas en profiter pour opérer de même dans le secteur éducatif ? (...) Le renouveau de l'enseignement ne peut être que le fruit d'une autre logique que l'égalitarisme. » (10) Ce qui est totalement identique au programme du Front national.

En second lieu, la poussée de l'extrême droite se conjugue avec une tentative d'effacer certaines leçons de l'histoire de la conscience populaire. L'insertion au plus haut niveau des équipes politiques de la bourgeoisie, d'hommes qui firent leurs classes dans les groupes néo-nazis des années 1960, les relais dont ils disposent à travers des organes de presse comme *Paris-Match* ou le *Figaro Magazine* ont fini par lever, dans le discours dominant, les

« tabous » hérités de la Libération et du consensus gaulliste qui l'accompagna. Il n'est plus rare désormais de voir minimiser la monstruosité du fascisme. Cela ne peut que donner un nouvel espace aux forces qui se proclament racistes, voire ouvertement antisémites (11).

Enfin, les manœuvres politiciennes des gouvernants socialistes aident à la banalisation des idées du Front national. Confronté à un discrédit qui menace la gauche d'une sévère défaite en 1986, le chef de l'Etat entend favoriser le dégagement d'un « centre-gauche », susceptible de gouverner, le moment venu, avec les socialistes. La réforme en gestation du mode de scrutin vise à en créer les conditions. Mais l'équipe au pouvoir doit pour cela diviser la droite. Dans ce but, elle utilise délibérément le phénomène Le Pen et favorise son accès aux grands moyens audiovisuels contrôlés par l'Etat. Elle escompte ainsi tout à la fois canaliser à son profit la crainte de l'extrême droite dans le mouvement ouvrier, empêcher le RPR et l'UDF de disposer à eux seuls des moyens de vaincre en 1986, et conduire ainsi à l'explosion des contradictions internes à la droite parlementaire. Une manœuvre tactique qui peut coûter fort cher au mouvement ouvrier.

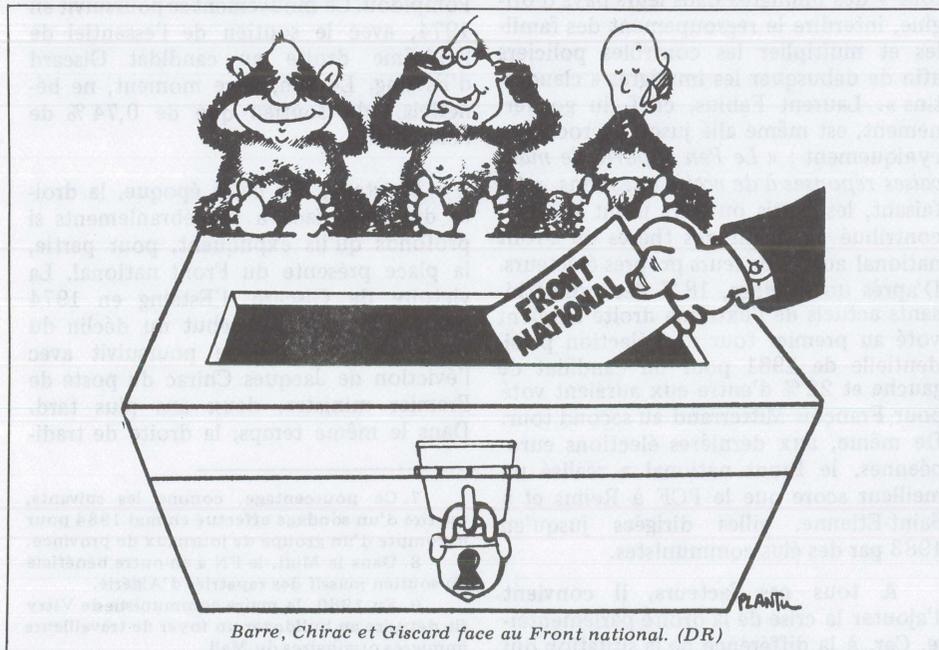
UN AVENIR INCERTAIN POUR LE FRONT NATIONAL

L'ensemble des phénomènes qui viennent d'être décrits ne peuvent en aucun cas être interprétés comme un processus de fascisation. Même si la crise favorise dans tous les pays un durcissement autoritaire, les luttes des classes en France ne sont pas parvenues à un point tel que la bourgeoisie n'ait d'autres recours qu'un affrontement visant à la destruction immédiate du mouvement ouvrier. Les possédants sont loin d'avoir opté pour une solution politique de type fasciste, les mécanismes de la démocratie représentative suffisant amplement à la défense de leurs intérêts. De surcroît, la cristallisation d'un tel danger suppose que l'extrême droite dispose d'une base de masse organisée dans la petite bourgeoisie et la population laborieuse. Telle n'est évidemment pas la situation aujourd'hui, même si le Front national s'efforce d'étendre son influence parmi les chômeurs.

Il n'en demeure pas moins que la stabilisation de l'audience du Front national a d'ores et déjà des prolongements sérieux. Elle lui fournit tout d'abord une crédibilité suffisante pour structurer son organisation et intervenir sur d'autres ter-

10. Les clubs constituent aujourd'hui le principal laboratoire idéologique de l'opposition. A leur tête, on trouve nombre d'anciens leaders de l'extrême droite française qui, au long des années 1970, ont préféré pratiquer l'« entrisme » au sein des formations traditionnelles. Le Club de l'Horloge est, par exemple, l'émanation de la « nouvelle droite », courant caractérisé par ses positions racistes et anti-égalitaires.

11. L'un des élus du FN au Parlement européen, Bernard Antony, dit Romain Marie, se trouve actuellement sous le coup d'une inculpation pour « provocation à la haine raciale » à la suite d'un discours violemment antisémite prononcé à Paris en octobre 1983.



Barre, Chirac et Giscard face au Front national. (DR)

rains que celui des urnes. Les membres du FN se sont dotés d'une structure organisationnelle serrée, concurrençant les grands appareils nationaux. Dans chaque région, ils possèdent une équipe formée d'un délégué général, de délégués départementaux et de responsables cantonaux, et ils ont acquis de nouvelles capacités militantes. Le Front national multiplie les apparitions publiques, les ventes de son journal sur les marchés et organise des manifestations contre l'insécurité et l'immigration, comme à Paris et à Aix-en-Provence. Il voit dès lors affluer vers lui divers courants : transfuges du RPR et de l'UDF qui prennent souvent en charge les nouvelles structures de l'organisation, comme en Haute-Saône, dans les Hautes-Pyrénées ou dans les Alpes de Haute-Provence, militants d'extrême droite, nostalgiques du pétainisme, catholiques traditionalistes, monarchistes, etc.

C'est la droite traditionnelle et parlementaire qui subit le plus directement les conséquences de ce renforcement. Il n'est plus aucune élection qui ne lui pose le problème des rapports avec l'extrême droite. Il en résulte d'importantes tensions en son sein, comme l'a fait apparaître la campagne pour les récentes élections cantonales. Dans un premier temps, au nom du principe selon lequel « il n'y a pas d'ennemi à droite », certains membres des états-majors chiraquien et giscardien s'étaient prononcés pour une alliance avec Le Pen, sans cependant que celle-ci ne se réalise formellement au niveau national. « J'aime mieux un élu UDF qu'un élu RPR, un RPR qu'un Front national, un Front national qu'un PS ou qu'un PC », s'était par exemple exclamé Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. Dans le sud du pays, où l'extrême droite réalise des scores pouvant lui permettre d'arriver en tête de tous les candidats réactionnaires, de discrets accords ont été contractés entre notables de l'opposition et chefs de l'extrême droite.

Très vite cependant, de nombreuses voix se sont élevées contre la cohabitation avec Le Pen. Plus que pour des raisons de principe, cette réserve s'explique par des arguments d'opportunité. Loin d'enrayer sa percée, la banalisation du Front national accroît son audience. Dès lors, une alliance avec lui a toutes les chances de faire éclater les divisions du camp bourgeois, de remobiliser les forces de gauche et de limiter du même coup les chances de victoire en 1986. Albin Chalandon, ancien ministre du général de Gaulle, l'explique clairement : « Plus le parti de M. Le Pen se développe, plus les chances de François Mitterrand et des socialistes de rester au pouvoir augmentent. L'opposition se cassera vraisemblablement en deux à propos de l'alliance avec Le Pen. » Encore plus lucidement, l'éditorialiste de droite Alain Duhamel, écrivait le 1er mars dernier dans le *Quotidien de Paris* : « Négocier avec le Front national (...) est très sot, parce que cela revient à offrir à la gauche un terrain en or pour faire appel aux réflexes "républicains et démocratiques", parce que cela conduit inéluctablement à de graves divisions au sein de l'opposition



La psychose de la sécurité, une idée qui fait son chemin en France. (DR)

elle-même, parce que cela facilite toutes les opérations de sauvetage (du gouvernement socialiste, ndr.) que permet la réforme du mode de scrutin, parce que cela entretient des illusions qui, immanquablement, se retourneront contre l'UDF et le RPR s'ils retrouvent le pouvoir l'an prochain, parce qu'enfin l'extrême droite n'est forte que de la faiblesse du centre et de la droite modérée. » Cet affrontement au sein de l'opposition a finalement conduit les leaders du RPR et de l'UDF à durcir le ton envers Le Pen et à récuser toute perspective de négociation avec lui.

Il reste qu'après le second tour des cantonales le problème demeurera. Il y a fort à parier que tôt ou tard la balance penchera du côté de l'officialisation de l'alliance avec Le Pen. La base et une partie des cadres de la droite parlementaire étant largement acquis à des thèses voisines de celles du Front national, ayant eux-même contribué à légitimer ce parti (12), les états-majors respectifs se détermineront en dernière instance en fonction

du nombre de sièges gagnables à l'Assemblée nationale. Déjà, au plus haut niveau, de discrètes négociations sont engagées entre la droite et les partisans de Le Pen (13).

Dans ces conditions, le FN se trouve en mesure de réaliser ce que sa famille politique n'est jamais parvenue à accomplir auparavant. Mais rien n'est encore joué. Un tel parti ne peut en effet se contenter, à l'instar d'un appareil bourgeois classique, de n'être qu'un mouvement électoral. Sous peine de se désagréger au gré des avatars de la vie politique, il doit parvenir à se structurer en force de frappe anti-ouvrière. Il doit trouver les moyens de mobiliser les couches les plus réactionnaires.

12. Lorsque Le Pen fut récemment accusé d'avoir pratiqué la torture en Algérie, nombre de leaders de la droite se précipitèrent à son secours, expliquant qu'il ne fallait pas « remuer la merde ».

13. Le *Canard enchaîné* a ainsi révélé que l'un des conseillers de Jacques Chirac, le sénateur Charles Pasqua, avait organisé des rencontres discrètes avec le président du Front national.

res contre les immigrés, les grévistes ou les syndicats. Il risque donc d'osciller en permanence entre l'insertion dans le jeu politique traditionnel comme représentant d'une droite musclée, et l'affirmation d'un profil radical et antipoliticien plus conforme à sa vraie nature.

Quel que soit son avenir, la percée du Front national va maintenant encourager les secteurs les plus « durs » de la droite et du patronat à passer aux actes contre les travailleurs et plus particulièrement les plus exposés d'entre eux, les immigrés. Cela peut, en particulier, donner un nouvel essor au syndicalisme jaune dans les branches d'industrie contraintes d'appliquer au plus vite des plans draconiens de rentabilisation, en particulier dans l'automobile. Cela peut également renforcer des groupes d'extrême droite cherchant à profiter du climat actuel pour se construire sur une base encore plus radicale.

L'ACQUIS DES MOBILISATIONS ANTIFASCISTES

Depuis le printemps 1984, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'est placée au premier rang de la bataille contre Le Pen. Non pour trouver un substitut au nécessaire combat contre les attaques patronales et l'austérité gouvernementale, mais parce que cette activité s'intègre étroitement à sa démarche générale pour que les travailleurs reprennent l'initiative, pour qu'ils passent à l'offensive afin d'imposer leurs propres solutions à la crise. A travers les campagnes électorales de 1984 et 1985, le soutien aux initiatives antiracistes de masse des jeunes immigrés, la LCR s'est efforcée de favoriser l'expression d'un courant populaire de masse contre le racisme et pour l'égalité des droits entre Français et immigrés. Il s'agit à présent de construire en permanence, au

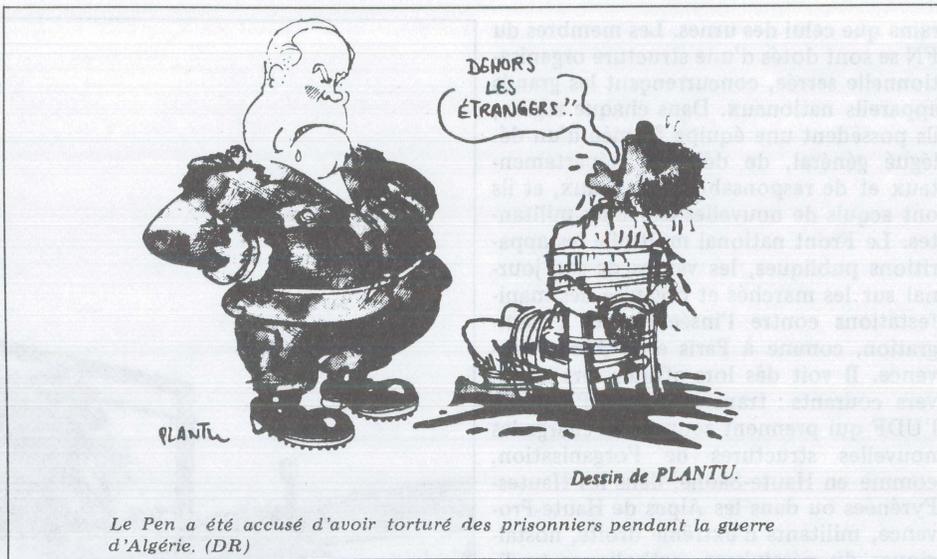
niveau local comme au niveau national, un front uni des organisations ouvrières et démocratiques contre le racisme et le fascisme. Un tel front devrait en particulier prendre en charge la dénonciation des thèses du Front national, œuvrer à l'organisation du combat antifasciste par toutes les forces ouvrières, susciter des ripostes déterminées à chaque provocation de l'extrême droite, ancrer ce combat dans les quartiers et les localités, sous la forme notamment de comités de mobilisation, susciter l'autodéfense unitaire des organisations ouvrières, des quartiers d'immigrés, de la jeunesse contre les attaques physiques que ne manquera pas de lancer l'extrême droite.

Le bilan de cette bataille est largement positif. Les initiatives organisées dans l'ensemble du pays ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes, contraignant en plusieurs endroits Le Pen et ses troupes à révéler leur vraie nature en lançant leurs hommes de main contre les

antifascistes. Dans une situation sociale et politique qui répand la désorientation parmi les travailleurs, les manifestations contre le Front national sont indiscutablement parmi les plus importantes de ces dernières années. Des secteurs nouveaux de la jeunesse et de l'immigration se radicalisent contre la montée du racisme.

Tout cela constitue un acquis précieux. La lutte antifasciste s'avère être aujourd'hui l'un des moyens par lesquels les travailleurs peuvent se remobiliser, pour peu que les révolutionnaires sachent lier étroitement le combat contre la résurgence de l'extrême droite, l'action en défense des revendications ouvrières, et la construction d'une alternative de classe à la politique des directions des partis ouvriers réformistes. C'est ce à quoi la LCR s'emploie. ■

Christian PICQUET
14 mars 1985.



Le Pen a été accusé d'avoir torturé des prisonniers pendant la guerre d'Algérie. (DR)

Les principaux thèmes de la propagande d'extrême droite

— Ultrationalisme. « *Le Front national considère la nation comme l'un des seuls cadres — au même titre que la famille — susceptibles de garantir l'existence et d'assurer l'épanouissement des Français* », indique le programme du FN publié en 1984.

— Antiparlementarisme. « *Le Pen n'est pas un politicien. Les Français sont généralement gens de bon sens. Ils ne s'en laissent pas trop remonter, pas trop longtemps.* » (Article paru dans l'organe du Front national en mars 1984.)

— Haine du mouvement ouvrier. « *Les grévistes paresseux et fainéants empêchent les citoyens d'agir dans le cadre de la loi et de la liberté.* » (Le Pen, à Tours, le 8 mars 1984.)

— Appel à un ordre raciste et élitiste. « *Nous sommes pour la justice et non pour l'égalité. (...) La situation des hommes et des peuples doit être établie par leurs mérites, leurs efforts, leurs sacrifices en face d'une réalité modelée par l'homme. (...) Dans ce monde où il existe des races différentes, des ethnies différentes, des cultures différentes, je prends acte de cette diversité et de cette variété. Je ne peux pas dire que les Bantous ont les mêmes aptitudes que les Californiens.* » (Le Pen, *Les Français d'abord*, éd. Carrère.)

— Désignation de boucs émissaires. « *Les pays du tiers-monde (...) entendent appauvrir sinon étrangler les économies occidentales en restreignant ou en supprimant leurs*

ressources en pétrole et en matières premières. Et malgré la crise économique qu'ils suscitent largement, voilà qu'ils exportent chez nous, au grand plaisir de nos marxistes "nationaux", plusieurs millions de leurs chômeurs. » (Programme du Front national.)

— Démagogie sociale. « *Il faut transmettre la propriété des moyens de production et d'échange au peuple, par l'intermédiaire des portefeuilles de valeurs immobilières.* » (Le Pen, *Les Français d'abord*.)

— Exaltation d'un régime autoritaire et militarisé. « *Ce qui est insuffisant, c'est la volonté de répression. (...) S'il y a dans l'être humain une aspiration à l'harmonie, elle doit être codifiée, guidée grâce à l'autorité de l'Etat national.* » (Le Pen, *Les Français d'abord*.)

— Culte du héros. « *Jean-Marie Le Pen (...) parle pour faire, pour enseigner, apprendre, apporter un peu de ses connaissances, autant que de ses intuitions et des convictions qui en découlent. C'est pour cela qu'il est entré en politique. Pour transmettre aux autres, à ses frères de race et d'armes, des destin de sang transmis et de sang versé, les vérités essentielles indispensables aux peuples qui ne veulent pas mourir.* » (Article paru dans l'organe du FN, en décembre 1983). ■

La grève des mineurs : un mouvement qui a polarisé la société britannique

LE 3 mars 1985, un congrès extraordinaire du Syndicat national des mineurs (NUM) décida d'arrêter la grève la plus longue et l'une des plus sanglantes de toute l'histoire du mouvement ouvrier britannique. A l'issue de ce congrès, Arthur Scargill, président du NUM, déclara : « *La grève est terminée, mais la lutte sur les fermetures de puits et sur la question des emplois continue.* » La défaite de la grève a été la conséquence directe de la trahison des directions du Parti travailliste et de la Confédération des syndicats britanniques (TUC). C'est seulement en tirant toutes les leçons de cette défaite que le mouvement ouvrier britannique pourra empêcher que le gouvernement porte de nouveaux coups aux mineurs et étende son offensive à toute la classe ouvrière. Des centaines de milliers d'hommes, de femmes et de jeunes ont participé au mouvement de solidarité qui a appuyé la lutte des mineurs. C'est ce courant de masse qui pourra constituer la base d'une résistance aux attaques à venir.

La motion pour une reprise du travail fut proposée par le syndicat de la région du Pays de Galles du Sud et ensuite adoptée par le congrès extraordinaire, par 98 voix contre 91, sans que soit conclu d'accord avec l'Office national des charbonnages (NCB). De plus, demeurait en suspens la question de l'amnistie pour les mineurs licenciés, qui devrait être négociée au niveau local. Une motion de la région du Yorkshire, repoussée avec le même écart de voix, avait proposé de continuer la grève jusqu'à ce que les mineurs aient obtenu des garanties concernant l'avenir des cinq puits que le NCB proposait de fermer, ainsi qu'une amnistie générale et la réintégration des 710 mineurs licenciés. La commission exécutive du syndicat était divisée à égalité sur la question de la recommandation qu'il fallait présenter au congrès. Elle finit par proposer le maintien du statu quo, c'est-à-dire la continuation de la grève. Après que le congrès ait pris sa décision, Arthur Scargill remercia « *du fond du cœur* » les mineurs et les femmes de mineurs pour leur soutien pendant la grève. Le président du NUM énuméra ensuite ce qu'il considérait comme les acquis de la grève : le NCB avait retiré, pour l'instant, la menace de fermeture des cinq puits ; grâce à la grève, il n'a pas pu appliquer son programme de fermetures pour 1984-1985 ; enfin, il y avait eu une magnifique mobilisation du NUM. « *Au cours de cette lutte, les travailleurs des mines ont montré à toute la classe ouvrière que si elle résiste, elle peut empêcher des tentatives de détruire ses industries* », a-t-il encore déclaré.

La combativité des mineurs s'est exprimée le 5 mars, jour choisi par le NUM pour la reprise du travail. 30 000 des 180 000 grévistes ont refusé de terminer la grève ce jour-là, la prolongeant même d'un ou de deux jours, pour la plupart d'entre eux comme protestation contre le refus du gouverne-

ment et du NCB de discuter la question de la réintégration des licenciés et de l'arrêt des poursuites judiciaires. L'attitude patronale intransigeante fut confirmée par le président du NCB, Ian McGregor, qui déclara, le 10 mars : « *Les gens sont en train d'apprendre le prix de la rébellion et, croyez-moi, nous avons l'intention que cela reste dans leurs têtes.* » Dans la région du Yorkshire, 50 % de la force de travail continua la grève pendant deux ou trois jours. En Ecosse, 56 % des travailleurs ont fait de même, et la totalité des mineurs de la petite région du Kent est restée en grève jusqu'à la fin de la semaine. Quand les mineurs reprenaient le travail, c'était souvent en cortège derrière les banderoles de leur syndicat et en hurlant leur défiance vis-à-vis des patrons et du gouvernement.

La revendication de la réintégration des licenciés a été mise en avant un peu partout dans les bassins houillers. La très grande majorité de ces licenciés avait été condamnée par les tribunaux pour des délits sans importance tels que le « vol » du charbon de mauvaise qualité sur les crassiers ou l'obstruction durant des piquets de grève et avaient été ensuite licenciés par le NCB. Les régions les plus durement frappées par ces licenciements sont l'Ecosse et le Kent. En Ecosse, la direction des charbonnages a refusé de prendre en compte la possibilité de réintégrer ne serait-ce qu'un seul des licenciés. Il y a également un nombre important de mineurs emprisonnés pour des délits liés à la grève. Il y aura une consultation des adhérents du NUM, vers la fin du mois de mars, sur la proposition de la direction du syndicat de percevoir une cotisation spéciale qui rapporterait 95 000 livres sterling par semaine (environ 1 million de francs), afin d'aider les familles des grévistes licenciés. Cette consultation sera un test important pour juger de la loyauté des adhérents à la direction Scargill. Il y a déjà des signes montrant que cette loyauté demeure forte. Six jours après la fin de la grève, Arthur Scargill s'est adressé à une audience enthousiaste de 5 000 femmes de mineurs réunies dans la ville de Chesterfield pour fêter la Journée internationale de la femme.

Un sondage organisé après la fin de la grève a révélé que 68 % des mineurs interviewés soutiendraient le syndicat si ce dernier organisait des grèves pour s'opposer à des fermetures de mines dans leur propre région. Le sondage a aussi montré que 57 % des mineurs étaient pour le maintien de l'interdiction des heures supplémentaires, malgré le fait qu'ils ne recevront aucune augmentation de salaire tant que cette interdiction ne sera pas abolie. La signification de cette tactique de lutte réside dans le fait qu'elle permet de maintenir les stocks de charbon au plus bas niveau possible, ce qui est une façon de préparer dans les meilleures conditions de nouveaux arrêts de travail.

Steve ROBERTS

Malgré ces manifestations qui prouvent le maintien de la combativité de la base, il ne fait pas de doute que le Syndicat des mineurs a subi une défaite majeure. Dans le passé, la lutte contre des fermetures de mines région par région s'était montrée inefficace si elle n'était pas appuyée par la menace d'une action nationale. Aujourd'hui, après les sacrifices qui ont déjà été faits pendant le conflit, il y a peu de chances que le syndicat national

puisse mobiliser même une majorité simple de ses adhérents pour une grève nationale dans un avenir proche. Pour les mineurs et leur syndicat, le prix de la défaite est élevé. Deux mineurs sont morts durant les piquets de grève, plus d'une centaine demeurent en prison, 710 ont été licenciés, dont beaucoup de dirigeants de base du syndicat, et presque 10 000 d'entre eux ont été interpellés au cours de la lutte, dont plusieurs milliers attendent toujours leur procès.

Le NUM lui-même sort de la grève af-

faibli. Au cours d'un rassemblement dans la région de Staffordshire, le 10 mars, Arthur Scargill a expliqué que même si les 8,5 millions de livres sterling (90 millions de francs) du syndicat qui avaient été saisis par les tribunaux étaient rendus, cela ne changerait rien, parce que cet argent avait été emprunté et devait donc être remboursé. Des syndicats britanniques ont lancé une souscription pour reconstituer les fonds du NUM. En plus, le syndicat vit toujours sous la menace d'une série d'actions en justice intentées contre lui



Manifestation de soutien à la grève. (DR)

par les patrons et par des mineurs « jaunes ».

Le Comité national des mineurs au travail (euphémisme pour désigner le regroupement des « jaunes »), qui a financé de nombreuses actions en justice contre le syndicat depuis un an, a annoncé son intention de se maintenir après la grève. Ce comité de « jaunes » est non seulement lié au Parti conservateur, mais à Margaret Thatcher elle-même. Au moment de sa formation, ses réunions ont eu lieu avec la participation de David Hart, ancien attaché de presse du Premier ministre. Hart a fourni des fonds aussi bien que des conseils à ce comité, et il a joué un rôle de liaison entre ce dernier et des dirigeants conservateurs. Les « jaunes » ont maintenant annoncé leur intention de lancer une campagne pour modifier les statuts du syndicat, encore une fois en s'appuyant sur les tribunaux bourgeois. La cible numéro un de cette campagne sera la direction du syndicat personnifiée par Scargill.

Le NUM est aussi confronté à la menace d'une scission de presque 20 % de ses adhérents. La région de Nottinghamshire du syndicat, dont la majorité des adhérents n'ont pas fait grève, a pris ses distances par rapport au syndicat national en modifiant ses statuts, de manière à ne plus être soumis à la règle numéro 51 des statuts nationaux qui traite des questions disciplinaires. Cette région a rompu encore un peu plus ses liens avec le syndicat national, en abandonnant récemment l'interdiction des heures supplémentaires et en arguant, pour se justifier, des « privations » qu'elle imposerait à ses adhérents.

Certains des dirigeants des mineurs non-grévistes ont ouvertement parlé de créer un syndicat scissionniste semblable au syndicat de collaboration de classes « Spencer » (du nom de son dirigeant), dont la création divisa les mineurs après la défaite de la grève générale et de la grève des mineurs en 1926. Cependant, pour résister à ce projet, la direction du syndicat national va tenter de s'appuyer sur le malaise ressenti par beaucoup de mineurs de Nottinghamshire, dû à la manipulation du syndicat régional par les ténébreux personnages qui se dissimulent derrière le Comité des mineurs au travail. Mais, dans l'état actuel des choses, la région de Not-

tinghamshire sera exclue du NUM si elle persiste à se moquer des statuts ainsi que des décisions des instances nationales du syndicat.

Tous ces éléments constituent un affaiblissement sérieux du NUM et représentent autant d'obstacles à ses capacités de lutter dans l'avenir. La défaite du syndicat signifie que Thatcher pourra se servir du sentiment vécu par beaucoup de syndicalistes à la suite de cette grève et qui se résume par une phrase souvent entendue : « Si les mineurs ne peuvent pas sortir vainqueurs d'un affrontement avec le gouvernement, alors qui pourra le faire ? » Ces hésitations vont être renforcées par le fait que même pendant la grève des mineurs, de graves défaites ont été subies par d'autres secteurs de la classe ouvrière, par exemple l'échec de la grève dans l'usine d'automobiles Austin-Rover après l'application des nouvelles lois antisyndicales contre les syndicats concernés.

DES FAILLES AU SEIN DU GOUVERNEMENT THATCHER

Cependant, il faut mettre au bilan positif de la grève le fait que le gouvernement lui-même a été atteint et affaibli par la lutte des mineurs. Du reste, la ligne officielle des conservateurs a été de refuser de se réjouir publiquement de la défaite de la grève. Cette attitude ne s'explique nullement par un souci quelconque de ne pas blesser la sensibilité des mineurs, mais bien par le malaise répandu dans l'opinion publique et résultant de la manière dont le gouvernement s'est comporté au cours du conflit.

D'après un sondage organisé juste avant la fin de la grève, 60 % des personnes interrogées pensaient que Thatcher avait mal négocié les dernières étapes de la grève, en se montrant trop intransigente. Seulement 34 % d'entre elles ont exprimé un avis favorable sur le Premier ministre, ce qui représente le pourcentage le plus bas depuis la période qui précéda immédiatement la guerre des Malouines, au printemps 1982. En outre, dans les sondages les conservateurs ne devançant que de peu les travaillistes, nombre d'anciens conservateurs penchant vers les centristes de l'Alliance libérale/social-démocrate de David Steel et de David Owen.

Ces déplacements dans l'opinion publique ne sont que les premiers signes des changements importants qui s'opèrent aujourd'hui dans la société britannique à la suite de la grève des mineurs. A mi-chemin de la grève, Thatcher avait appelé le NUM « ennemi de l'intérieur », comparant même Arthur Scargill au général Galtieri, chef de la junte argentine au moment de la guerre des Malouines. Le ministre des Finances, Nigel Lawson, expliquait quant à lui que le coût de la grève représentait un investissement qui se justifiait s'il obtenait la défaite du NUM. Ce coût a été deux fois plus élevé que celui de la guerre des Malouines. Il se monterait à environ 3 milliards de livres (33 milliards de francs), c'est-à-dire 60 livres (660 francs) par tête d'habitant, si l'on y ajoute le coût des opérations policières et les achats d'électricité et de charbon à l'étranger. La société de change Simon & Coates estime que les répercussions en série dans l'industrie charbonnière pourraient ajouter encore 700 millions de livres (soit 7,7 milliards de francs) à ce total. Elle estime la perte totale à 2 % du Produit intérieur brut (PIB).

La grève a polarisé la société britannique d'une manière qui a inquiété nombre de personnalités de l'establishment. L'une des interventions les plus controversées du conflit fut celle de l'évêque de Durham, qui fit enrager la droite conservatrice lorsqu'il déclara que les mineurs ne devaient pas être perçus comme ayant perdu la grève. L'évêque, une personne progressiste en matière de théologie, ne faisait qu'exprimer de manière directe ce que disaient en privé beaucoup de personnalités dirigeantes de l'Eglise et du Parti conservateur, c'est-à-dire que le coût social de la grève pèserait plus lourd que les avantages retirés d'une défaite écrasante des mineurs.

Pour nombre de porte-parole de l'establishment libéral, l'action de la police, ainsi que celle des tribunaux pendant la grève, représentait un pas vers l'Etat fort, une évolution sur la voie d'un « gouvernement par coercition » plutôt que sur celle d'un « gouvernement par consentement ». En Grande-Bretagne, la police est théoriquement sous la responsabilité des autorités municipales, qui la financent grâce aux impôts locaux. Pendant la grève, cette notion de responsabilité fut jetée sans ménagement par-dessus bord par la création de ce qui fut, en réalité, une force nationale de police mobile, responsable uniquement devant un Comité central de coordination. Ce centre, qui avait été créé à la suite de la grève des mineurs de 1972, fut d'abord utilisé contre les révoltes des jeunes Noirs des quartiers populaires des grandes villes. C'est à partir de son quartier-général de Londres que fut organisée la mobilisation des policiers en provenance de tout le pays pour occuper les zones minières, ce qui remplaçait ainsi, dans les faits, la police locale. L'échelle de cette action policière, ainsi que les techniques anti-émeutes utilisées contre les mineurs et leurs familles, ont donné à la police un profil analogue à celui d'une armée d'occupation.

Le parallèle avec ce qui se passe en Irlande du Nord n'a pas échappé à la population de villages de mineurs comme celui de Grimethorpe, dans le Yorkshire, où les jeunes de la localité sont montés à l'assaut des commissariats et ont mené des batailles rangées contre les policiers. Des barrages routiers ont été dressés par la police pour empêcher les mineurs de se déplacer librement dans le pays. Au cours des 27 premières semaines de la grève, plus de 165 000 mineurs ont ainsi été empêchés de pénétrer dans le Nottinghamshire. Le gouvernement avait décidé de ne pas se servir des nouvelles lois antisyndicales, à peine adoptées, pour tenir tête à la grève, mais de donner carte blanche à la police.

Les inquiétudes soulevées par les pouvoirs toujours plus importants de l'Etat — ce qui contraste nettement avec la propagande officielle du gouvernement sur la défense de l'individu contre les incursions de l'Etat « collectiviste » — ont provoqué des divisions dans le Parti conservateur sur un autre front, celui des administrations municipales. Dans le cadre d'une offensive destinée à permettre d'importantes réductions des dépenses sociales, le gouvernement proposa de limiter la possibilité des municipalités de percevoir certains impôts locaux et de développer les services et les équipements sociaux. De plus, les municipalités des grandes villes, en premier lieu le Conseil du Grand-Londres (GLC), sont condamnées à disparaître à court terme, parce que les conservateurs s'opposent aux orientations de gauche défendues par des personnalités telles que Ken Livingstone, qui est précisément président du GLC. Malgré tout, le gouvernement a quand même subi une défaite sensationnelle l'année dernière sur cette question, grâce à une opposition des membres conservateurs de la Chambre des lords, une institution pourtant connue pour le caractère réactionnaire de ses prises de position.

La chute de la livre, et la montée des taux d'intérêt en Grande-Bretagne qui en fut l'une des conséquences, a exacerbé encore davantage la crise au sein du Parti conservateur. Non seulement la pièce maîtresse de la politique gouvernementale pour cette année — la réduction des impôts — a-t-elle été reportée, mais des contrôles de plus en plus restrictifs sur le crédit menacent d'asphyxier la reprise économique promise depuis longtemps par le gouvernement. Une telle reprise économique, ainsi qu'une baisse du taux record de chômage, qui s'élève maintenant à 13 % même selon les chiffres officiels, représentent des éléments décisifs pour le maintien en place du gouvernement Thatcher au-delà des prochaines élections législatives, qui doivent avoir lieu en 1988. Malgré le fait que ces élections ne soient pas pour demain, beaucoup de députés conservateurs sont de plus en plus inquiets face à la possibilité de perdre leur siège et à celle de voir leur parti perdre le pouvoir. Au niveau le plus élevé, des personnalités telles que l'ancien Premier ministre Edward Heath, ainsi que beaucoup d'autres anciens ministres, ont appelé

ouvertement à un changement d'orientation de la politique économique du gouvernement. Etant données les divisions au sein de son propre parti, auxquelles Margaret Thatcher est confrontée, il est évident que le mouvement ouvrier a perdu une chance importante de pouvoir infliger une défaite au gouvernement et de repousser son projet d'austérité.

UNE BATAILLE BIEN PRÉPARÉE PAR LA BOURGEOISIE

Il est vrai que Thatcher avait planifié la défaite des mineurs depuis dix ans déjà. A la suite de la chute du gouvernement conservateur d'Edward Heath, causée par la grève des mineurs de 1974, un rapport secret fut préparé par un groupe d'études du Parti conservateur. Ce rapport caractérisait l'industrie charbonnière comme étant « le terrain de bataille le plus probable » pour un éventuel nouveau gouvernement conservateur. Ce groupe proposa un plan en six points pour faire face à cette menace :

- la création d'une importante force de police mobile pour affronter les piquets de grève ;
- la suppression des allocations sociales des grévistes ;
- l'accumulation de stocks de charbon, surtout dans les centrales électriques ;

— des dispositions pour pouvoir importer du charbon ;

— le recrutement de chauffeurs de camion non syndiqués pour transporter du charbon ;

— l'introduction d'un système qui permette d'utiliser aussi bien le charbon que le pétrole dans les centrales électriques.

Tous ces éléments étaient déjà en place avant le début de la grève et le gouvernement s'en est largement servi. Mais les mineurs, eux, s'étaient aussi préparés pour contrer les plans de Thatcher. Malgré la présence massive des policiers autour des bassins houillers, les piquets de masse, comprenant à certains moments des milliers de mineurs, furent l'une des caractéristiques permanentes de la grève. Quand des mineurs furent arrêtés et que les tribunaux leur interdirent de participer aux piquets, leur place fut souvent prise par leurs femmes. L'action de la police dans les bassins houillers, plutôt que d'intimider les grévistes et la communauté des mineurs, augmenta leur combativité et leur détermination. Bien que les allocations sociales hebdomadaires payées aux familles des mineurs aient été réduites, d'abord à 15 livres puis à 14 livres (154 francs), entraînant de grandes privations, un large réseau de solidarité se constitua en Grande-Bretagne et à l'étranger. Des millions de livres sterling furent ainsi collectées



pour le mouvement des femmes de mineurs, ce qui permit de fournir le minimum vital aux familles des grévistes.

Cependant, étant donné le niveau record des stocks de charbon existant au début de la grève, l'élément clé qui aurait pu permettre la victoire des mineurs n'était pas constitué par ces mesures défensives, mais par la capacité d'imposer une interdiction totale du transport de charbon conjuguée à la capacité d'interdire la substitution du charbon par d'autres sources d'énergie dans les centrales électriques. Pour appliquer de telles mesures, les mineurs dépendaient du soutien du reste du mouvement syndical.

LA TRAHISON DU TUC ET DE NEIL KINNOCK

Ce soutien fut accordé en paroles au congrès du TUC en septembre 1984, au moment où les directions syndicales, sous la pression de la lutte des mineurs et le sentiment de leur propre base, votèrent le soutien aux mineurs. Mais il devint rapidement clair que les dirigeants du TUC n'avaient absolument pas l'intention de transformer leurs paroles en actions, notamment en organisant la solidarité des syndicalistes des centrales électriques que prévoyait la résolution adoptée au congrès. Au lieu de cela, les dirigeants du TUC poursuivirent une politique à deux niveaux. D'un côté, ils fournirent aux mineurs un soutien financier suffisant pour maintenir la grève, mais, de l'autre, ils se sont servis de ce soutien pour essayer d'exercer une pression sur le syndicat, pour que celui-ci règle le conflit en trahissant ses adhérents sur la question cruciale de la fermeture des puits.

Le tournant décisif du conflit survint vers la fin du mois de septembre, au moment où le gouvernement comprit que le TUC n'apporterait pas à la grève le soutien promis. Le gouvernement conservateur refusa de faire quelque concession que ce soit au syndicat, sabotant les unes après les autres les négociations entre les mineurs, le NCB et le service gouvernemental d'arbitrage des conflits industriels. La dernière trahison de la part du TUC fut la tentative de Norman Willis, secrétaire général du TUC, d'imposer au NUM, au mois de février, un accord négocié entre lui-même d'un côté, Thatcher et la direction des charbonnages de l'autre. Cet accord, qui admettait le principe que des puits puissent être fermés par le NCB pour des raisons économiques, constitue aujourd'hui la base sur laquelle le gouvernement exige la capitulation totale du NUM.

Cette trahison des bureaucrates du NUM fut organisée avec l'aide active de Neil Kinnock, dirigeant du Parti travailliste. Depuis le début de la grève, Kinnock avait manifesté son opposition à cette lutte, en comparant Arthur Scargill aux généraux britanniques de l'époque de la Première Guerre mondiale, qui lançaient leurs troupes dans des batailles sans espoir de victoire. Non seulement Kinnock a passé sous silence le fait que le syndicat avait été poussé vers la grève par le gou-

vernement et la direction des charbonnages (voir chronologie ci-contre), mais aussi que la grève aurait pu être gagnée si la direction des syndicats britanniques s'était servie de son autorité pour assurer un blocus du transport de charbon. Piétinant l'image de gauche qui lui avait permis de gagner la bataille pour la direction du Parti travailliste, Kinnock a soutenu de son autorité l'argumentation de la droite de la commission exécutive du NUM en faveur d'une consultation nationale de tous les syndiqués du NUM, comme préalable à une grève contre le programme de fermetures de mines avancé par le NCB. En effet, cette consultation nationale aurait pu mettre en minorité les mineurs favorables à la grève.

Cette exigence était reprise et diffusée par l'establishment britannique dans son ensemble, Margaret Thatcher comprise. Leur objectif était de retarder le lancement de la grève par le syndicat en réponse à la provocation du NCB, ce qui permettait de gagner du temps pour que les médias puissent lancer une campagne d'intoxication contre la grève. En effet, si la consultation nationale avait été organisée et si la majorité de 55 % des voix requise pour lancer une grève nationale n'avait pas été atteinte, cela aurait effectivement empêché les structures régionales de faire grève contre des fermetures dans leurs bassins, comme cela s'était déjà produit l'année précédente. Au lieu de cela, la direction du NUM a choisi cette fois-ci de démarrer la grève par le moyen de piquets de masse, en partant des régions déjà acquises à la grève, pour entraîner les hésitants. En général, cette tactique a réussi. Des régions qui avaient, comme le Pays de Galles du Sud, d'abord décidé de ne pas se joindre à la grève, l'ont fait sous la pression des piquets venant d'Ecosse, du Yorkshire et du Kent. Le Pays de Galles du Sud fut ensuite l'un des bastions les plus solides de la grève, jusqu'à sa fin. La région de Nottingham par contre, qui avait déclenché la grève dès la première semaine, fut confrontée à une situation contraire. En effet, la direction locale du syndicat, droitrière, qui domine la région depuis des décennies, refusa de donner l'ordre à ses adhérents de se joindre aux piquets de grève. En outre, elle créa le Comité national des mineurs au travail et suscita le mouvement de retour au travail.

Par ailleurs, si la consultation nationale avait donné la victoire aux tenants de la grève, il n'y aurait eu aucune garantie que des régions ayant voté contre la grève auraient ensuite accepté la décision de la majorité nationale et quand même participé à la lutte. Dans un puits du nord du Pays de Galles, à Bersham, une consultation fut organisée plus tard, pendant la grève. Le résultat donna une majorité de voix pour que la grève continue, mais les responsables de la section syndicale organisèrent néanmoins la reprise du travail deux jours après le vote. La décision d'organiser une consultation nationale dans de telles circonstances aurait simplement donné à la droite un droit de veto sur une grève immédiate, sans qu'il y ait aucune garantie qu'elle

aurait ensuite accepté une décision nationale allant dans le sens contraire.

Ayant échoué dans sa campagne visant à forcer le NUM à organiser une consultation nationale, Kinnock porta son attention sur la question des violences commises autour des piquets de grève. Présentant le problème comme étant celui de la violence « des deux côtés », il dénonça la violence des mineurs comme étant « non britannique ». Au congrès du Parti travailliste, en octobre 1984, malgré un vote à une majorité écrasante pour dénoncer les violences commises par la police, Kinnock dénonça de manière « équilibrée » la violence des piquets de grévistes et celle de la police. Il poursuivit en appelant le parti à respecter la légalité, s'il voulait remporter les prochaines élections. Cependant, les faits donnèrent tort à l'analyse de Kinnock selon laquelle la grève était un handicap pour le Parti travailliste au plan électoral. Lors des élections au Parlement européen, en juin 1984, au moment des batailles les plus dures et les plus sanglantes devant la cokerie d'Orgreave, les travaillistes obtinrent des victoires impressionnantes. Ces victoires furent les plus nettes dans les régions dirigées par l'aile gauche du parti, qui s'était ouvertement identifiée avec la grève des mineurs.

LES BASES D'UNE GAUCHE « LUTTE DES CLASSES »

Bien sûr, l'absence de soutien aux mineurs de la part de Kinnock ne relevait pas du tout d'un mauvais calcul. Au contraire, il avait clairement reconnu la nature des forces qui étaient en train de se rassembler au cours de cette grève et il en avait peur. C'est ce qu'expliqua Arthur Scargill à l'occasion de la dernière grande manifestation, le 23 février, à Londres : « *Au cours de cette lutte, nous avons assisté à l'apparition d'un phénomène complètement nouveau dans la vie politique britannique. Des centaines de milliers de personnes se sont engagées, directement ou indirectement, dans le soutien au Syndicat national des mineurs. Des groupes de soutien se sont constitués, non seulement dans ce pays mais à travers le monde. Une expérience nouvelle, l'apparition de groupes de soutien constitués par des femmes, a inspiré des travailleurs non seulement ici mais partout en Europe. Ce que l'establishment n'a pas encore compris, c'est que nous avons créé notre propre mouvement de résistance, comparable à ceux qui existaient lors de la Deuxième Guerre mondiale.* » Au cours de ce conflit, le NUM a essayé de populariser cette idée d'un nouveau mouvement de résistance au sein de la société britannique, ayant à sa tête les ouvriers de l'industrie.

Dans le mouvement syndical, les mineurs étaient la force motrice d'une alliance qui rassemblait trois syndicats, ceux des mineurs, des cheminots et des sidérurgistes. Ce bloc fut constitué pour lutter contre les restructurations capitalistes et les menaces de fermetures qui pèsent sur ces industries. Bien que pendant la grève la direction droitrière du syndicat de la sidérurgie ait rompu ce bloc en refusant d'assurer un



« Mettons Thatcher au chômage ! » Manifestation de femmes de mineurs à Sheffield. (DR)

blocus du transport de charbon, l'alliance entre les cheminots et les mineurs a tenu bon, ce qui a renforcé la cohésion entre le NUM et les syndicats des transports. Dans la période qui vient, cette alliance aura une importance centrale, lorsque Thatcher commencera son offensive attendue contre le syndicat des cheminots.

En dehors du mouvement ouvrier, les mineurs se sont alliés au mouvement anti-nucléaire pour s'opposer à la construction de centrales nucléaires et pour lutter pour le désarmement unilatéral de la Grande-Bretagne. Les femmes de mineurs ont ouvert leurs réunions à d'autres militantes et ont tissé des liens solides avec les femmes pacifistes de Greenham Common.

Le NUM a également développé son activité en direction du Parti travailliste. Des mineurs et des femmes de mineurs ont adhéré au parti et ont consolidé des contacts faits pendant la grève avec des militants travaillistes de base, qui ont été à l'origine de la plupart des 400 comités de soutien à la lutte à travers tout le pays. Le NUM a suivi une trajectoire originale au sein de la gauche, en étant le seul syndicat à soutenir le droit des Noirs à l'auto-organisation dans le parti, à voter en faveur du regroupement pour le droit des femmes, et à soutenir les revendications des homosexuels et des lesbiennes.

L'unité des forces rassemblées par le NUM au cours de sa lutte, qui a trouvé une expression politique au sein du Parti

travailliste, constitue la première ébauche depuis 60 ans, d'une aile gauche « lutte des classes » dans le mouvement ouvrier britannique, c'est-à-dire depuis l'époque où le Parti communiste britannique à ses débuts avait créé un tel courant dans les syndicats, et qui fut aussi implanté dans l'aile gauche du Parti travailliste.

Cependant, l'une des grandes faiblesses de la dernière grève des mineurs fut le manque d'organisation systématique de ces forces pour en faire un courant capable de lutter contre les conservateurs tout en surmontant la politique d'obstruction menée par la droite travailliste. L'absence d'un tel courant avant la grève, qui aurait pu lutter pour une politique combative des syndicats, a affaibli la lutte contre le sabotage des dirigeants syndicaux de la droite et du centre. D'autres secteurs plus faibles du mouvement ouvrier, qui devront faire face aux conservateurs dans la période qui vient, vont ressentir cette absence de façon beaucoup plus aiguë que les mineurs. Un tel courant devra aussi lutter pour mettre en place dans d'autres syndicats des directions du type de celle de Scargill, c'est-à-dire des directions qui rejettent la collaboration des classes et qui se battent pour des actions de masse de la classe ouvrière contre les conservateurs.

Cette lutte trouvera aussi son expression au sein du Parti travailliste. Bien que l'image de gauche de Kinnock ait été très

largement ternie par son action pendant la grève, la dynamique unitaire dans le parti entre ses différentes fractions en vue des prochaines élections législatives, va probablement le mettre à l'abri de toute attaque en tant que dirigeant du parti. Néanmoins, à tous les autres niveaux du parti il va y avoir des batailles autour de la nouvelle ligne de démarcation créée par la grève des mineurs.

Des tentatives d'organisation de la gauche du Parti travailliste et des syndicats ont déjà commencé. Mais, bien qu'il soutienne de tels développements, Scargill lui-même s'en tient à l'écart, comme le fait d'ailleurs également Tony Benn, principal dirigeant de la gauche travailliste. Il faudra créer une forte dynamique unitaire pour que la force énorme du courant de gauche qui s'est cristallisée lors de la grève des mineurs ne s'effrite pas et puisse être consolidée. Une telle initiative pour organiser la gauche du Parti travailliste ne va pas résoudre les problèmes de direction du mouvement ouvrier que la grève des mineurs a mis en évidence, mais elle constitue la prochaine étape vers la construction d'un véritable « Parti des travailleurs » qui, à la différence des frères du genre de Kinnock et Willis, se ferait le champion de la lutte de la classe ouvrière sur la route vers le pouvoir des travailleurs. ■

Steve ROBERTS,
20 mars 1985.

Chronologie de la grève des mineurs

— 1984 —

5 mars. Grève dans le Yorkshire contre la fermeture annoncée du puits de Cortonwood.

6 mars. Le NCB annonce un plan de fermeture de puits qui impliquerait une baisse des capacités de production de 4 millions de tonnes et la perte de 20 000 emplois. Tous les mineurs du Yorkshire et d'Ecosse sont appelés par leurs syndicats régionaux à faire grève.

8 mars. La commission exécutive nationale du NUM donne son aval aux grévistes du Yorkshire et d'Ecosse, en promettant à l'avance son soutien à d'autres régions qui suivraient leur exemple.

12 mars. Des piquets volants venant des régions déjà en grève (Yorkshire, Ecosse, Kent, Durham) entraînent d'autres régions dans la lutte.

14 mars. Le NCB bénéficie d'une décision des tribunaux interdisant aux mineurs du Yorkshire de constituer des piquets dans d'autres régions. 8 000 policiers sont envoyés dans le bassin du Nottinghamshire.

15 mars. Mort de David Jones, 24 ans, alors qu'il participe à un piquet de grève constitué pour convaincre d'autres mineurs de ne pas se rendre au travail.

26 mars. Le NUM interdit à la Confédération des syndicats britanniques (TUC) de se mêler de la conduite du conflit.

29 mars. Les dirigeants des syndicats des cheminots, des transports et de la sidérurgie s'accordent pour interdire les transports de charbon.

5 avril. Les mineurs du bassin du Nottinghamshire décident de ne pas se joindre à la grève.

12 mai. Premier rassemblement national des femmes de mineurs à Barnsley, comptant 10 000 participantes.

23 mai. Echec des premières négociations entre le NUM et le NCB.

25 mai. Des piquets volants essaient d'empêcher que des livraisons de coke ne quittent le dépôt d'Orgreave en direction des aciéries de Scunthorpe.

30 mai. Arthur Scargill est interpellé par les policiers à Orgreave.

8-13 juin. Reprise des négociations entre le NUM et le NCB, se soldant par un deuxième échec.

15 juin. Mort d'un deuxième mineur, écrasé par un camion devant la centrale électrique de Ferrybridge.

18 juin. Affrontements importants entre des piquets de grévistes et les forces de l'ordre à Orgreave.

27 juin. Grève de 24 heures des cheminots, à Londres, pour soutenir les mineurs. Les dirigeants du Syndicat de la sidérurgie annoncent qu'ils accepteront du charbon de n'importe quelle provenance, pour maintenir la production d'acier.

5 juillet. Nouvelles négociations entre le NUM et le NCB.

9 juillet. Début d'une grève nationale des dockers, à partir d'un conflit local dû à la grève des mineurs.

18 juillet. Nouvel échec des négociations entre le NCB et le NUM. Scargill accuse le gouvernement de les avoir sabotées.

21 juillet. Les dockers arrêtent leur grève.

10 août. Un congrès extraordinaire du NUM rejette les plus récentes propositions du NCB et modifie les statuts du syndicat de manière à étendre ses pouvoirs disciplinaires.

11 août. Manifestation de 30 000 femmes de mineurs à Londres.

23 août. Début de la deuxième grève nationale des dockers.

3 septembre. Le congrès annuel du TUC vote le soutien à la grève des mineurs, mais des syndicats clé, comme ceux des électriciens et des travailleurs des centrales électriques, sont en désaccord.

9-15 septembre. Nouvelle négociation entre le NCB et le NUM et nouvel échec.

18 septembre. Fin de la deuxième grève des dockers.

28 septembre. Lors d'une consultation, le Syndicat des contremaîtres et des agents de sécurité (NACODS), dont le rôle est essentiel pour le travail des mineurs, autorise sa direction à appeler à une grève nationale, à une majorité de 82,5 %.

1er octobre. Vote massif de soutien aux mineurs au congrès du Parti travailliste, mais Neil Kinnock dénonce la violence des piquets de grève.

Scargill et le NUM sont cités pour outrage à tribunal pour avoir déclaré que la grève du Yorkshire était officielle malgré la décision d'un tribunal.

10 octobre. Amende de 200 000 livres (2,2 millions de francs) infligée au NUM pour outrage à tribunal. C'est la première d'une série d'actions en justice intentées au syndicat.

15 octobre. Echec des négociations entre le NUM, le NCB et le Service d'arbitrage des conflits du travail (organisme gouvernemental).

16 octobre. Le NACODS appelle à une grève pour le 25 octobre, menaçant ainsi de fermeture tous les puits du pays.

19 octobre. La section des travailleurs des centrales électriques du Syndicat des électriciens décide, à 84 % des votes, de ne pas entreprendre des actions de solidarité avec les mineurs.

24 octobre. Le NACODS annule son appel à la grève en échange d'une nouvelle procédure gouvernementale de consul-

tation des syndicats avant la fermeture des mines. Cette proposition est refusée par le NUM.

25 octobre. Le Tribunal de grande instance de Londres ordonne la saisie de tous les fonds du NUM, après le refus par ce dernier de payer l'amende de 200 000 livres infligée 15 jours auparavant.

5 novembre. Le NCB propose une prime de Noël aux mineurs qui reprendront le travail. Pour certains, cette prime s'élèverait à 1 000 livres (11 000 francs).

13 novembre. Le NCB affirme que 5 000 mineurs ont repris le travail ce jour-là.

30 novembre. Un conseiller municipal conservateur est nommé administrateur judiciaire des fonds du NUM.

3 décembre. Un congrès extraordinaire du NUM décide de boycotter l'administrateur judiciaire.

12 décembre. La région du Nottinghamshire du syndicat, qui est une région à majorité non gréviste, vote une modification de ses statuts, premier pas vers une scission avec le syndicat national.

— 1985 —

7 janvier. Le NCB affirme que 1 200 mineurs ont repris le travail ce jour-là.

10 janvier. La direction nationale du NUM vote l'exclusion temporaire de la région du Nottinghamshire, si cette dernière continue à ne pas respecter les décisions du syndicat national.

21 janvier. Le gouvernement met son veto à la poursuite des négociations entre le syndicat et la direction des charbonnages.

29 janvier. Le NCB exige, comme préalable à de nouvelles négociations, des garanties écrites du NUM par lesquelles ce dernier acceptera le droit des patrons de fermer des puits non rentables. Le refus du NUM de reconnaître ce droit est au centre du conflit.

19 février. Les dirigeants du TUC rencontrent Thatcher. Ensuite, ils négocient un accord avec le NCB pour terminer la grève.

22 février. Un congrès extraordinaire du NUM rejette à l'unanimité l'accord conclu entre le TUC et le NCB.

24 février. 80 000 personnes manifestent à Londres pour soutenir les mineurs.

3 mars. Un congrès extraordinaire du NUM vote, par 98 voix contre 91, la reprise du travail sans aucun accord, en déclarant que le conflit continue. La minorité dirigée par Scargill est favorable à la poursuite de la grève dans le but d'obtenir une amnistie pour les mineurs licenciés durant la grève.

5 mars. La plupart des régions reprennent le travail, mais l'Ecosse et le Kent demeurent en grève pour obtenir l'amnistie. Ils seront rejoints par d'autres puits, notamment du Yorkshire, mais ils reprendront néanmoins le travail plusieurs jours après.

8 mars. Des milliers de femmes de mineurs fêtent la Journée internationale de la femme à Chesterfield. ■

Nouvelle succession au Kremlin

CETTE fois-ci, aucun doute n'est plus possible, Constantin Tchernenko est bien mort. Son passage à la tête de l'Union soviétique aura été assez court et fade pour ne pas marquer l'histoire. La rapidité avec laquelle a été nommé son successeur, Mikhaïl Gorbatchev, montre que, même au Politbureau, le bureau politique du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), où pourtant on ne plaisante pas avec ces choses-là, et pour cause, on le considérait comme un mort vivant et on lui avait désigné un héritier avant même sa mort clinique.

La nomination du benjamin de la bande à la tête du parti était un choix presque obligé pour le cénacle de vieillards qu'est la direction du PCUS. Ils ne pouvaient en effet continuer à nommer des moribonds à la responsabilité suprême du pays sans risquer d'affaiblir à l'extrême une crédibilité qui a pris de sérieux coups ces dernières années, tant sur le plan intérieur qu'international. En outre, il devenait de plus en plus évident que, face à l'accumulation de difficultés d'ordre économique en premier lieu, mais également social et idéologique, ne pas prendre de décision à ce niveau revenait, en fait, à enfoncer plus encore le pays dans le marasme. Ce même problème est posé maintenant à Mikhaïl Gorbatchev.

LE BENJAMIN DU KREMLIN

Constantin Tchernenko, quant à lui, s'était installé dans l'immobilisme, mais sans réelle rupture cependant avec les « expériences » mises en œuvre par son prédécesseur Iouri Andropov, lesquelles n'avaient d'ailleurs rien d'une réelle politique réformatrice (cf. *Inprecor* numéro 168 du 5 mars 1984). En effet, l'application des mini-réformes dans la gestion d'un nombre limité d'entreprises s'est poursuivie, de même que la campagne pour le renforcement de la discipline du travail et la lutte contre la corruption. Mais le cœur n'y était pas. Et les luttes de clans interbureaucratiques qui se déroulaient dans les coulisses ne pouvaient que renforcer l'impression d'immobilisme que donnait l'Union soviétique au cours de la dernière année. Constantin Tchernenko ne semblait sortir de sa léthargie que pour intervenir sur le « front idéologique » et réaffirmer l'actualité du réalisme socialiste et les valeurs patriotiques et militaires, comme il l'a fait lors du cinquantième anniversaire de l'Union des écrivains, en septembre dernier, et devant une assemblée de Komsomols (Jeunesses communistes).

En politique étrangère, l'orientation de Tchernenko aura été marquée par des mesures apparemment contradictoires. D'un côté, le renforcement et l'intensification de la présence militaire soviétique en Afghanistan et le resserrement frileux du COMECON (Conseil de l'aide économique mutuelle) autour de l'URSS (on se souvient du veto mis par le Kremlin au voyage du dirigeant bulgare Jivkov, et surtout du président est-allemand Honecker en République fédérale allemande), et de l'autre, l'annonce de la reprise des négociations URSS-USA sur les armements stratégiques. Ce dernier choix semble avoir été fait pour tenter d'alléger la pression économique imposée par la course aux armements et donner une bouffée d'oxygène à la direction soviétique pour lui permettre de s'occuper des problèmes intérieurs pressants.

Il apparaît en effet, au-delà des rivalités de clans et de la revanche prise par les partisans de Léonid Brejnev avec la nomination de Tchernenko en mars dernier, qu'il existe au sein de la direction soviétique un consensus sur l'ampleur des pro-

blèmes à affronter pour améliorer l'efficacité de l'économie dans son ensemble. Mais la volonté de maintenir le système actuel dans ses traits fondamentaux est tout autant partagée. C'est dans cette marge étroite entre la nécessité du changement et la volonté de maintenir le statu-quo social et politique que s'expriment les différentes sensibilités, novatrices ou conservatrices. Et c'est là une marge bien étroite, comme l'a montré la différence entre les discours novateurs d'Andropov et sa politique, axée essentiellement sur le renforcement de la discipline.

UN HOMME « JEUNE » POUR UNE VIEILLE POLITIQUE

Il est difficile de dire dès maintenant ce que va faire Gorbatchev. Les discours qu'il a prononcés à diverses reprises au cours des cérémonies d'enterrement de son prédécesseur indiquent qu'il s'inscrit ouvertement dans la lignée d'Andropov et qu'il reprend son langage, tout comme le fait la presse d'URSS depuis quelques jours. Ainsi, déclarait-il le 13 mars dernier sur la place Rouge : « *La priorité sera toujours donnée au développement de l'esprit d'initiative et créateur des masses, au respect rigoureux de l'ordre et des lois, au renforcement de la discipline du travail, de l'Etat et du parti. Nous soutiendrons, encouragerons et stimulerons ceux qui témoignent de leur attitude consciencieuse à l'égard du devoir public par des actes, des résultats pratiques et non seulement par des paroles. Nous lutterons contre toutes les manifestations de pompe et de verbiage, de morgue et d'irresponsabilité, contre tout ce qui est contraire aux normes socialistes.* » (*Le Monde*, 14 mars 1985.)

Mais Gorbatchev est, pour l'instant, encore moins qu'Andropov, dans une position qui lui permette d'agir avec audace, même s'il voulait vraiment le faire. Sa jeunesse, tant mise en avant par les médias, est aussi un handicap. Son arrivée toute récente dans les hautes sphères du pouvoir ne lui a pas encore permis de se constituer une base sérieuse dans des cercles où la vieille garde reste dominante. Certes, il va être aidé dans ce domaine par l'âge même de ses pairs, dont la succession va se poser « naturellement » d'ici deux à trois ans. Alors peut-être, et alors seulement, pourra-t-on parler d'une ère nouvelle au Kremlin. En outre, Gorbatchev va devoir se faire connaître en Europe de l'Est, où sa nomination a été, en général, accueillie favorablement.

Autant d'éléments qui ne laissent pas prévoir, à court terme, des modifications substantielles de la politique des dirigeants soviétiques, sans parler de changements radicaux que la situation, pourtant, exige.

C'est à propos de ces changements qu'un débat assez large a été mené en URSS dans les revues officielles à l'initiative de certains secteurs de l'intelligentsia (sociologues, économistes). Ouvert sous Andropov, il s'est poursuivi, bon an mal an, malgré le « redressement » idéologique imposé par Tchernenko, et il révèle l'existence, dans la société soviétique et dans certains cercles pas très éloignés du pouvoir, de gens qui réfléchissent à la situation de leur pays, qui n'ont pas peur d'appeler les choses par leur nom et de proposer des solutions à la mesure de la gravité des problèmes posés. On pourra en juger par la synthèse de ce débat, que nous présentons ci-après. ■

Marina BEK

Les crises des économies des pays de l'Est

Un débat dans les revues soviétiques officielles

Marina BEK

Alors qu'il n'était pas encore Secrétaire général du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev, intervenant au cours d'une conférence idéologique, comparait l'effort à réaliser pour « intensifier le système économique » et rattraper le retard scientifique-technique de l'URSS à celui déployé lors de l'industrialisation dans les années 1930. Le risque est en effet réel, si rien n'est fait dans ce domaine des technologies de pointe et, de façon générale, pour tenter de mettre fin à la stagnation économique de ces dernières années (1), de voir s'élargir l'écart technologique entre l'URSS et l'Occident, avec tout ce que cela implique.

UNE CRISE DE LÉGITIMATION

Les implications d'un tel retard ne sont pas seulement d'ordre économique, mais affectent l'assise même du régime, sa légitimité aux yeux des citoyens soviétiques. C'est ce que note très justement un économiste hongrois, qui développe par ailleurs une analyse très lucide des causes de la crise économique des pays de l'Est : « Dans le cas des pays socialistes, il ne faut pas oublier que la question du taux de croissance a toujours été une question politique et sociale cruciale au cours des soixante années qui se sont écoulées depuis la création de la première société socialiste. En partie pour accélérer l'élimination du sous-développement antérieur, en partie à cause de la nécessité de prouver la supériorité du nouvel ordre social, un taux de croissance élevé a toujours été un facteur important — sinon le plus important — de légitimation du nouveau système social en Europe centrale et orientale. » (2)

Dans le cas de l'Union soviétique, il est clair que l'amélioration régulière des niveaux et des conditions de vie de la population au cours des quatre décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, ainsi que la grande mobilité sociale, ont joué un rôle important dans le relatif calme social qu'a connu ce pays par rapport à ses voisins. Il n'en découle pas automatiquement, loin s'en faut, que l'arrêt de cette progression régulière provoquera à court terme une situation de crise sociale ouverte. Il n'en demeure pas moins que les signes de tensions se sont accumulés au cours de ces dernières années face à la gabegie, à la corruption, aux privilèges pour les uns et à la pénurie pour le plus grand nombre, au renforcement de la discipline du travail. L'accueil extrêmement favorable accordé à la campagne anticorruption d'Andropov en est une indication. Plus profondément, l'incapacité du régime à forger des valeurs auxquelles la jeunesse et les travailleurs

puissent s'identifier a renforcé la tendance, dans ces couches, à se considérer de plus en plus comme extérieures au système.

Depuis longtemps déjà, les dirigeants soviétiques s'inquiètent des tendances « négatives » à l'œuvre dans la jeunesse. La *Pravda* du 7 juillet 1984 soulignait que celles-ci étaient la preuve que les Komsomols avaient connu des « échecs importants » dans leur tâche d'éducation politique et morale. L'avalanche de critiques adressée aux jeunes indique à sa manière l'ampleur du phénomène : ils sont accusés d'« immoralisme et de tolérance envers les abus », d'« apolitisme, de passivité, d'indifférence » ; l'alcoolisme se développe de façon inquiétante dans leurs rangs, de même que l'« esprit de consommation, l'imitation apolitique, immorale et aveugle de la mode occidentale, l'individualisme et les amusements futils » ! Comment remédier à une telle situation ? Lors d'une intervention devant les Komsomols, le 28 mai 1984, Constantin Tchernenko avait donné sa recette : pour faire des jeunes des citoyens « dignes de la société soviétique », il fallait les « rassembler autour de la vieille garde » et renforcer l'éducation patriotique et militaire. Voilà qui n'est sans doute pas très palpitant pour des jeunes qui s'arrachent à prix d'or les posters du chanteur américain Michael Jackson.

Renforcer l'éducation patriotique et militaire, c'est aussi le conseil donné aux écrivains, et aux artistes en général, par le même Tchernenko, lors de l'ouverture du congrès qui marquait le cinquantième anniversaire de l'Union des écrivains. Il a appelé son auditoire à mettre au centre

Mikhaïl Gorbatchev. (DR)



des œuvres artistiques un « héros positif socialiste ». Il n'a sans doute pas répondu par là au malaise persistant qui existe dans les cercles de création culturelle face à la censure et à l'hémorragie qu'elle provoque dans leurs rangs. Le départ en exil d'hommes comme le cinéaste Tarkovski ou le metteur en scène de théâtre Lioubov, qui ont donné à l'URSS certaines de ses meilleures productions culturelles, n'a pu qu'accroître ce malaise. Quant au « héros positif socialiste », beaucoup se demandent qui il peut bien être dans l'URSS d'aujourd'hui. Cette interrogation transparaît dans le débat ouvert par l'hebdomadaire *Literaturnaia Gazeta* à propos des « valeurs » à mettre en avant dans les œuvres littéraires. Dans ce débat s'opposent des hommes qui pensent que « le problème des valeurs, et en partie le problème du fondement de la nature des idéaux moraux, non seulement n'a pas été résolu, mais n'a pas été posé par nos philosophes », et d'autres qui pensent que, dans ce domaine, comme dans tous les autres, Marx, Engels et Lénine ont tout résolu (3).

LES SOVIETS OU M. GALLUP ?

Plus significative peut-être est l'inquiétude que manifestent depuis quelque temps les dirigeants soviétiques à propos de l'attitude des travailleurs. Il semble en effet de plus en plus évident que ces travailleurs, qui sont supposés être au pouvoir en URSS, ne se reconnaissent pas du tout dans ce pouvoir. Au départ des inquiétudes de ces dirigeants soviétiques se trouve l'évidence, admise par eux-mêmes, qu'ils ne savent pas du tout ce que pensent les travailleurs. En effet, où ceux-ci peuvent-ils, dans l'URSS d'aujourd'hui, exprimer leurs idées ? Mais loin d'en déduire la nécessité de mettre en place des organes de démocratie ouvrière, les bureaucrates soviétiques ont préféré faire appel à la méthode de Monsieur Gallup, l'inventeur des sondages d'opinion.

Comme l'explique un spécialiste, « l'opinion publique est en effet un "baromètre" sensible. (...) Fréquemment, ce baromètre avertit à temps des contradictions et des conflits engendrés par l'évolution de la vie sociale, par la complexité croissante des rapports so-

1. Certes, une légère amélioration a été enregistrée en 1983, mais elle ne s'est pas maintenue en 1984. Quant à la production céréalière, elle touche ses niveaux les plus critiques.

2. Laszlo Szamuely, « The Eastern European Economic Situation and the Prospects of Foreign Trade », *New Hungarian Quarterly*, Budapest, numéro 95, automne 1984, p. 61.

3. Pour la première position, voir par exemple A. Gulyga, « Tchelovetcheskoe v tchelovetcheske », *Literaturnaia Gazeta*, numéro 11, 1984. Pour la seconde, B. Slavin, « Gde iskat' idealy ? », idem, 12 septembre 1984.



Défilé pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Toujours le même mélange de militarisme et de discours creux. (DR)

ciaux. » (4) Le plénum du comité central du PCUS de juin 1983 décidait donc de créer un centre d'étude de l'opinion publique. Les premiers résultats des enquêtes ne sont pas très encourageants pour eux et tendent à mettre en évidence un sentiment de totale extériorité des travailleurs par rapport au régime. Cela ressort également de l'important courrier des lecteurs régulièrement adressé aux journaux et aux revues soviétiques. Discutant le courrier des lecteurs envoyé à la revue *Sovetskaia Kul'tura*, N. Rimaskevskaja s'inquiète du fait qu'une majorité de ces lettres indiquent que leurs auteurs considéraient la société soviétique comme profondément divisée entre « eux » et « nous » et soulignent le caractère non-égalitaire de cette société. « Eux », ce sont les privilégiés qui ne font pas grand chose, mais reçoivent en priorité les biens de consommation durables (voitures, télévisions, etc.) « Nous », c'est la masse des travailleurs dont beaucoup se demandent pourquoi travailler et gagner plus, puisqu'ils ne peuvent pas obtenir ce dont ils ont envie (5).

La soudaine préoccupation des dirigeants soviétiques pour l'« opinion publique » a évidemment été provoquée par les événements polonais. Mais elle se trouve accentuée au moment où la campagne pour le renforcement de la discipline du travail risque de multiplier les tensions

dans les entreprises.

Face à cette accumulation de difficultés dans les domaines économique, politique, social et idéologique, les dirigeants soviétiques sont totalement incapables d'apporter les réponses audacieuses que leur solution exige. Brandir le bâton est leur seul recours, qu'ils soient « conservateurs » ou « novateurs », et bricoler la gestion de l'économie est la seule audace dont ils soient capables. Pourtant, il existe des gens, en URSS, qui tentent de formuler une analyse d'ensemble de la crise de leur société et des remèdes à y apporter. Beaucoup d'entre eux appartiennent à des instituts d'économie ou de sociologie, et le fait que le débat qu'ils ont lancé ait pu percer dans les revues officielles est sans doute un signe qu'ils soulèvent des questions qu'on se pose également à un niveau plus élevé.

La publication à l'Ouest du rapport d'une sociologue de Novosibirsk, Tatiana Zaslavskaja, avait signalé l'existence d'un courant réformateur parmi les intellectuels et chercheurs soviétiques (6). Tatiana Zaslavskaja développait une analyse minutieuse des causes de la crise économique et de la réforme à introduire. Mais, surtout, elle insistait sur la dimension sociale de cette réforme, sur la nécessité de mobiliser l'initiative des masses et de mettre fin à la centralisation bureaucratique. Ce rapport, présenté devant

une conférence officielle, n'avait jamais été publié. Ce n'est pas le cas de textes d'autres partisans des réformes qui, comme on le verra, développent leurs réflexions à un niveau plus théorique.

Le débat qui s'est ouvert il y a deux ans dans les colonnes des revues *Voprosy filosofii* et *Voprosy istorii* aborde les causes profondes des difficultés et des crises qui surgissent dans les pays de l'Est européen. Ce débat a été lancé à l'initiative de membres de l'Institut d'économie du système socialiste mondial. Il s'agissait, au départ, d'analyser les causes de la crise polonaise et déjà, dans ce domaine, leurs conclusions allaient bien au-delà des thèses officielles sur le complot impérialiste ou même les erreurs des dirigeants. Par la suite, ils ont étendu leurs analyses aux « sociétés socialistes » dans leur ensemble.

L'ANALYSE DE A. P. BUTENKO

Le débat a été ouvert dans *Voprosy filosofii*, par un long exposé de A. P. Bu-

4. R. Safarov, « Obchtchestvennoe mnenie - Izutchenie i deistvennost », *Pravda*, 25 juillet 1981.

5. N. Rimaskevskaja, « Mir liudei i mir rechtchei », *Sovetskaia Kul'tura*, 29 septembre 1984.

6. De longs extraits de ce rapport sont reproduits dans *l'Alternative*, numéro 26, mars-avril 1984.

tenko sur les contradictions à l'œuvre dans la « société socialiste ». Il s'appuyait sur un écrit de P. Fedoseev pour rejeter l'idée que ces contradictions étaient essentiellement de caractère non-antagonique. P. Fedoseev écrit en effet : « Il est impossible, comme le montre l'expérience historique, d'exclure que, dans des conditions particulières — par suite d'insuffisances sérieuses accumulées sur une longue période dans les organes de l'édification économique et culturelle, dans la direction des affaires sociales, etc. — des contradictions non-antagoniques puissent acquérir des traits de contradictions antagoniques. » (7)

Pour Butenko, le fait que la Pologne n'ait fait qu'aller de crise en crise n'est pas dû seulement aux erreurs des dirigeants, mais est « la conséquence de l'ignorance des contradictions réelles du nouvel ordre social ». Ceux qui admettent l'existence de contradictions dans le socialisme, poursuit-il, soulignent le plus souvent leur caractère non-antagonique. Or, « si l'on étudie l'expérience historique de tous les pays socialistes, il est difficile d'être d'accord ». Selon lui, la contradiction fondamentale du système socialiste n'est qu'une variante de la contradiction plus générale entre forces productives et rapports de production, plus précisément entre « les forces productives croissantes de la société socialiste et le système réel de rapports de production ». A ceux qui nient l'existence de cette contradiction, il pose la question : mais que faire alors, là où les rapports de production socialistes ont cessé de favoriser le développement des forces productives ? (8)

Dans la revue *Temps Nouveaux*, A. Butenko avait souligné, en parlant de la Pologne, ce que signifiait ce « système réel » de rapports de production : « Par exemple, la propriété du peuple tout en-

tier des moyens de production est remplacée par la propriété de groupe ; la planification par le développement sauvage ; le centralisme démocratique par le centralisme bureaucratique ou la décentralisation anarchique. Une déformation flagrante est constituée par la pratique dans laquelle le double lien entre dirigeants et dirigés, c'est-à-dire le lien de haut en bas et de bas en haut, est réduit en fait aux seuls rapports de commandement d'en haut. Les tentatives de remplacer le pouvoir des travailleurs par le fonctionnement du seul appareil d'Etat au nom des travailleurs mais non dans leur intérêt, sont incompatibles avec le socialisme scientifique. » (9)

Dans les colonnes de *Voprosi filosofii* se sont exprimés partisans et adversaires des idées avancées par A. Butenko. Tous s'entendent sur la nécessité de pousser plus avant que cela n'a été le cas jusqu'ici l'analyse des contradictions à l'œuvre dans les sociétés des pays de l'Est européen, mais les adversaires de Butenko insistent sur le caractère non-antagonique de ces contradictions et sur les responsabilités de l'impérialisme dans les « crises du socialisme ».

On a eu des échos de ce débat dans d'autres pays de l'Est, en Hongrie et en Pologne notamment, où le directeur de l'Institut des problèmes fondamentaux du marxisme-léninisme du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), J. J. Wiatr, défend des thèses similaires à celles de Butenko. Il explique, d'une part, que les erreurs commises par la direction polonaise découlent de la nature même du système politique du pays, caractérisé par une centralisation excessive du pouvoir et, de l'autre, que les sources de la crise viennent de l'abandon du « modèle polonais de socialisme » et de l'imposition, à la fin des années 1940, du « modèle idéologique soviétique » comme base du développement du socialisme en Pologne. Sous le titre « A propos



Travailleuse soviétique. (DR)

des conceptions théoriques d'un certain philosophe polonais », J. J. Wiatr s'est fait sévèrement remettre à sa place dans les colonnes de *Voprosy filosofii*. (10)

ET SI LES CONTRADICTIONS NON-ANTAGONIQUES DEVENAIENT ANTAGONIQUES ?

A. Butenko, lui, est revenu à la charge, et de façon plus explicite, dans la même revue, en centrant son argumentation sur la notion de contradiction « antagonique » et « non-antagonique ». La citation que nous donnons ci-dessous est assez longue, mais son intérêt justifie de la reproduire in extenso.

A. Butenko écrit : « Lorsqu'on analyse les contradictions inhérentes à la société socialiste, il est particulièrement important d'identifier les relations entre contradictions et intérêts. Par exemple, lorsque nous parlons de phénomènes négatifs tels que le bureaucratisme, le formalisme, le conservatisme, l'esprit de clocher, le localisme, de leur opposition au développement socialiste et des contradictions qui en découlent, il est évident que nous ne parlons pas d'une excroissance impersonnelle sur l'organisme social, mais de personnes réelles qui sont les convoyeurs de ces maux sociaux. Qui sont-elles ? D'où viennent-elles ? Comment affectent-elles le développement social et comment peuvent-elles être combattues ? Les maux en question (sans parler d'autres maux tels que le parasitisme, la spéculation, etc.) sont-ils antagoniques ou non-antagoniques avec le progrès du socialisme ? (...) Sous certaines conditions, en particulier dans le cas de déformations du socialisme,

Queue devant un magasin en URSS. (DR)



7. P. Fedoseev, « Dialektika obchtchestvennoi jizni », *Problemi mira i sotsializma*, numéro 9, 1981.

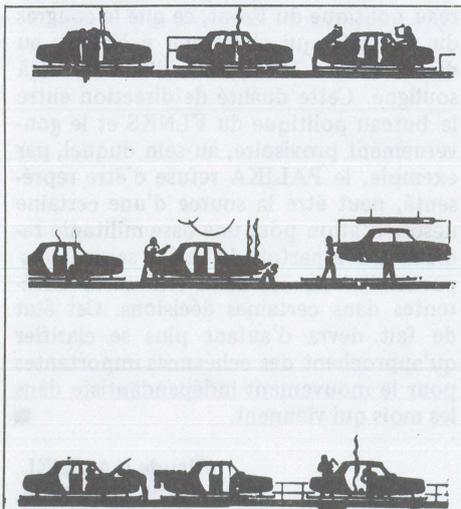
8. A. Butenko, « Razvitiia sotsializma kak obchtchestvennogo stroia », *Voprosy filosofii*, numéro 10, 1982.

9. A. Butenko, « Formes et déformations du socialisme », *Temps Nouveaux*, numéro 6, 1982.

10. *Voprosy filosofii*, numéro 12, décembre 1983.

les contradictions non-antagoniques qui sont inhérentes au développement historique du socialisme, peuvent se transformer en contradictions qui peuvent assumer les traits de contradictions antagoniques. L'affirmation qu'il ne peut exister que des contradictions non-antagoniques sous le socialisme s'appuie essentiellement sur l'argument selon lequel, puisqu'il n'y a plus d'exploitation ni d'exploités, et plus de classes aux intérêts mutuels opposés, il ne peut pas y avoir d'antagonisme social sous le socialisme. Cet argument est correct, en général, mais il n'est valable que quand les contradictions non-antagoniques ne peuvent se développer dans un sens où les intérêts des groupes sociaux et des forces qui se trouvent derrière ces contradictions divergent de plus en plus. Cependant, comme l'histoire du socialisme réel le montre, une telle divergence peut apparaître : des contradictions non-antagoniques peuvent se développer de telle sorte qu'un profond changement se produit dans les intérêts des forces sociales qui s'opposent dans ce qui n'est, au début, qu'une contradiction non-antagonique. Considérons par exemple le problème des dirigeants et des dirigés dans une société socialiste. Leurs intérêts sont contradictoires, même s'ils ne sont pas antagoniques. Cependant, si les dirigeants s'éloignent des dirigés et commencent à prendre avantage de leur position pour défendre leurs intérêts égoïstes de groupe au détriment des intérêts de la société et des travailleurs, ces intérêts égoïstes de groupe et les intérêts des travailleurs peuvent devenir mutuellement exclusifs et peuvent alors prendre le caractère d'une contradiction antagonique. Faut-il souligner qu'il ne s'agit pas là d'un cas d' "antagonisme résiduel" ou de "vestiges du capitalisme" ?

« Ce type de recul, de régression, non seulement peut se produire, mais s'est produit sous le socialisme. (...) Ainsi, lorsque l'on considère la nature des contradictions qui peuvent apparaître dans une société socialiste, il est nécessaire d'analyser les processus au cours desquels les changements se produisent non pas seulement sous l'angle des contradictions et des moyens de les résoudre, mais sous l'angle de la nature des intérêts des forces qui se trouvent derrière ces contradictions. (...) » (11)



Quand Tatiana Zaslavskaja, dans son étude détaillée des causes de la crise économique soviétique, commence à mettre des noms et des adresses derrière ces concepts, on comprend que les autorités soviétiques s'inquiètent !

LA CONTRIBUTION DE E. A. AMBARTSUMOV

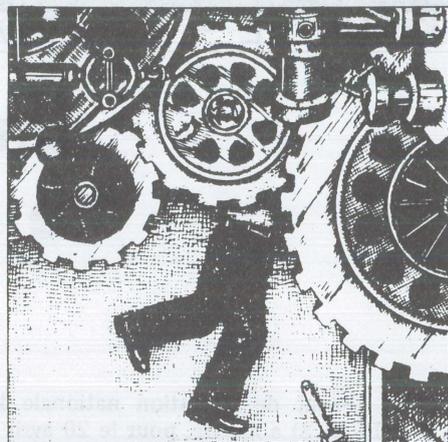
Dans *Voprosy istorii*, le débat a été ouvert par un article de E. A. Ambartsumov, directeur d'un département de l'Institut d'économie du système socialiste mondial, qui avait déjà manifesté sa non-orthodoxie lors du débat qui s'était déroulé au cours des années 1960 sur la réforme (12).

Dans son article intitulé « L'analyse de Lénine des causes de la crise de 1921 et des moyens d'en sortir », Ambartsumov trace un parallèle entre la situation économique et sociale actuelle et celle du début des années 1920, et il propose l'introduction d'une nouvelle NEP (Nouvelle politique économique).

Lui aussi part de l'analyse des causes de la crise polonaise pour généraliser ses réflexions à l'ensemble des « pays socialistes ». La littérature soviétique, explique-t-il, « n'a jusqu'ici pas su fournir une théorie générale des causes des crises sous le socialisme », et il dresse la liste de ces crises : RDA 1953, Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968, Pologne 1970 et 1980. Selon lui, ces crises surviennent lorsque les dirigeants perdent contact avec les dirigés, lorsque des « contradictions, des conflits même, surgissent entre, d'un côté, le pouvoir révolutionnaire et sa politique et, de l'autre, les intérêts vitaux de certains secteurs des masses travailleuses, ce qui mène à de profondes manifestations de mécontentement ». Lui aussi insiste sur les causes domestiques de ces crises et souligne que « les forces contre-révolutionnaires ne peuvent stimuler le mécontentement populaire que si des causes domestiques de mécontentement existent et sont négligées par la direction ».

Ambartsumov rappelle ensuite que la cause de la NEP avait été la nécessité de faire des concessions à la paysannerie pour gagner son soutien au gouvernement bolchevik, qu'elle avait été la première « crise du socialisme ». Pour lui, les leçons de la période de la NEP doivent être considérées comme valables pour l'Union soviétique et l'Europe orientale d'aujourd'hui (13).

Ce regain d'intérêt pour la période de la NEP n'est ni isolé ni nouveau. (14) Il s'était déjà manifesté au cours du débat des années 1960 sur la réforme économique (15) et marque la tendance de certains économistes à aller rechercher dans l'histoire de leur pays et dans ses débats mouvementés, en particulier dans les idées de Boukharine, des réponses aux questions qu'ils se posent. Plus significatif peut-être que ces références aux mesures économiques de la NEP — dont la discussion de leur validité actuelle nécessiterait une étude en soi — est le parallèle que trace Ambartsumov entre la situation sociale d'alors et celle d'aujourd'hui, c'est-à-dire



la perte de contact des dirigeants avec des secteurs entiers des masses travailleuses. Étant donné les transformations sociologiques qu'a connues l'URSS, il ne peut s'agir aujourd'hui de la seule paysannerie.

Les orthodoxes, qui s'expriment habituellement dans la revue *Kommunist*, se sont déchainés contre Ambartsumov, rejetant à la fois ses analyses et ses propositions (16). Mais ils ont également reproché à la revue *Voprosy istorii* de ne pas avoir exercé un contrôle éditorial nécessaire. Des mesures plus concrètes ont été prises. La revue *Kommunist* de novembre 1984 informe ses lecteurs que *Voprosy istorii* a reconnu la justesse de la critique après une réunion spéciale de son comité éditorial, à laquelle ont participé des historiens « éminents » et des représentants du département d'Histoire de l'Académie des sciences. *Voprosy istorii* s'est engagée à publier un article « dans la ligne ». La question que l'on peut se poser est celle-ci : quelle est la ligne ?

Le fait que ce débat ait pu être mené pendant plus de deux ans à ce niveau indique l'existence de désaccords au sein de la direction soviétique elle-même sur les questions abordées. L'existence d'un tel débat au sommet semble confirmée par la publication dans la revue *Kommunist* d'avril 1984 de deux articles soulignant les dommages causés au Parti par les luttes fractionnelles. L'un était signé par le conservateur Bugaev, l'autre par Chikin, connu pour ses idées réformatrices. L'arrêt imposé à ce débat a été l'une des dernières mesures de la direction Tchernenko. Mais les questions pressantes qu'il pose restent d'actualité. ■

Marina BEK,
20 mars 1985.

11. A. Butenko, « Ehtche raz o protivorechchikh sotsializmu », *Voprosy filosofii*, numéro 2, 1984.

12. Cf. Moshe Lewin, *Political Undercurrents in Soviet Economic Debate*, Pluto Press, Londres, 1975.

13. E. A. Ambartsumov, « Analiz V.I. Leninya pritchin krizisa 1921 i putei vykhoda iz nego », *Voprosy istorii*, numéro 4, 1984.

14. Cf. Zenovia A. Sochor, « NEP Revisited : Current Soviet Interest in Alternative Strategies of Development », in *Soviet Union/Union soviétique*, numéro 9, partie 2, 1981, p. 189-211.

15. Cf. Moshe Lewin, op. cit.

16. Voir par exemple E. Bugaev, « Strannaja pozitsia », *Kommunist*, numéro 14, septembre 1984.

Une nouvelle phase de la lutte du FLNKS

LE Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS) a appelé, pour le 20 avril 1985, à une journée internationale de solidarité avec la lutte du peuple kanak pour l'indépendance. A cette occasion, des initiatives de solidarité doivent avoir lieu dans le Pacifique. Le FLNKS a en effet demandé aux organisations syndicales de la région de s'engager à organiser des opérations de boycott des intérêts français. En

France, l'Association information et soutien au droit du peuple kanak (AISDPK) organise, également le 20 avril, une manifestation nationale à Paris. Des initiatives de solidarité auront aussi lieu dans d'autres pays européens.

Nous publions ci-dessous un court reportage concernant l'évolution actuelle en cours au sein du FLNKS. ■

De notre envoyé spécial Claude GABRIEL

Lorsque le FLNKS s'est formé en septembre 1984, il n'était encore qu'un cartel d'organisations regroupant l'Union calédonienne (UC), le Parti socialiste calédonien (PSC), l'Union des populations mélanésiennes (UPM), le Front uni de libération kanak (FULK), l'Union des syndicats de travailleurs kanaks et exploités (USTKE), le Comité de revendication des terres de la côte Ouest, ainsi que le petit Groupe des femmes kanakes et exploitées en lutte (GFKEL). Le Parti de libération kanake (PALIKA) présent au congrès de fondation ne décidera d'intégrer définitivement le FLNKS qu'à la fin du mois de novembre 1984.

Le FLNKS s'était constitué autour de la perspective d'un départ des indépendantistes des institutions coloniales — Conseil de gouvernement et Assemblée territoriale — auxquels la plupart d'entre eux participaient, et de l'organisation du boycott des élections territoriales du 18 novembre 1984. Les événements qui ont suivi la mobilisation du 18 novembre vont modifier quelque peu les données de départ, notamment en renforçant l'unité au sein du FLNKS, même si de nombreux problèmes subsistent encore, relatifs notamment aux difficultés d'organisation de la lutte pour l'indépendance.

L'affrontement du mois de novembre 1984 avec l'Etat colonial a bouleversé les consciences et fait rapidement progresser l'unité à la base et la prise de conscience collective du fait national kanak. Aujourd'hui, un grand nombre de militants se considèrent plus comme des militants du FLNKS que comme des adhérents de l'une des organisations composant celui-ci. La création de comités de base du FLNKS dans les tribus a incontestablement représenté une avancée dans l'unité du peuple kanak.

Les derniers mois ont aussi mis à l'épreuve les directions de ces diverses organisations et la cohésion de leurs mouvements respectifs. Ainsi, la base militante de l'UC, la formation la plus importante

du mouvement indépendantiste, s'est fortement radicalisée, vivement marquée par l'exemple de son secrétaire général Eloi Machoro, promoteur de l'occupation de Thio et qui fut assassiné par les forces coloniales le 12 janvier 1985. La direction de l'UC doit dorénavant tenir compte de cette évolution.

Des partis comme l'UPM et le PSC ont de leur côté beaucoup de mal à maintenir une existence formelle et un réel fonctionnement de parti, nombre de leurs membres s'affirmant résolument et avant tout comme militants du FLNKS. Leurs structures internes, trop faibles, ne leur ont pas permis de maintenir l'encadrement de leurs militants de base après la fondation du FLNKS. Le FULK se retrouve dans une situation intermédiaire, tandis que le PALIKA défend son originalité. Ce dernier considère que l'unité actuelle, à laquelle il participe, favorise la radicalisation générale de la population. Tout comme l'UC, il a conservé sa propre structure de parti et prend grand soin de maintenir sa cohésion propre au sein du FLNKS. Partisan d'une « *indépendance kanake révolutionnaire et socialiste* », le PALIKA rejette dans sa totalité le plan de l'envoyé du gouvernement français, Edgard Pisani, rendu public le 7 janvier dernier. Mais, considérant qu'il faut d'abord faire progresser le rapport des forces global, il ne croit pas nécessaire de lancer prématurément des débats stratégiques au sein du FLNKS.

Le syndicat USTKE tournait plus ou moins au ralenti depuis quelques temps. Bien qu'il ait un rôle décisif et particulier à jouer dans la lutte pour l'indépendance, il ne lui a pas été facile d'articuler ses activités à celles du FLNKS, dont le centre de gravité demeure situé dans les tribus des zones rurales, tandis que celui de l'USTKE concerne surtout Nouméa et sa région. L'opposition à la politique du gouvernement territorial de Dick Ukeiwé et à celle de la mairie de Nouméa, dirigée par Roger Laroque, membre du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), constitue cependant un moyen de relancer son activité revendica-

tive et politique. La politique réactionnaire des autorités s'est par exemple récemment concrétisée par des avantages matériels donnés aux ministres ou par la décision du maire de Nouméa de licencier les agents municipaux ayant participé à la manifestation du FLNKS d'il y a quelques semaines à Nouméa. Le lundi 25 mars, une grève a été appelée conjointement par l'USTKE et l'Union des syndicats d'ouvriers et d'employés de Nouvelle-Calédonie (USOENC), syndicat non indépendantiste celui-là, parmi le personnel municipal. Des piquets de grève ont été formés devant les ateliers municipaux, et la grève pourrait s'étendre au secteur hospitalier.

Un autre problème, au niveau de la direction du FLNKS, est celui des rapports entre, d'une part, le bureau politique, comprenant deux membres de chacun des différents partis composant le Front et, d'autre part, le gouvernement provisoire de Kanaky, présidé par Jean-Marie Tjibaou. Alors que les rangs indépendantistes ont grossi, dans la dernière période, avec l'arrivée de centaines de nouveaux militants et sympathisants qui se réclament du FLNKS, le bureau politique du Front conserve toujours la forme initiale d'un cartel de représentants des différentes composantes du FLNKS. Cela ne facilite pas la maîtrise de la division des tâches entre le gouvernement provisoire et le bureau politique du Front, ce que le congrès du FLNKS, qui s'est tenu à Nakety au début février 1985, avait d'ailleurs déjà souligné. Cette dualité de direction entre le bureau politique du FLNKS et le gouvernement provisoire, au sein duquel, par exemple, le PALIKA refuse d'être représenté, peut être la source d'une certaine désorientation pour une base militante radicale qui a parfois du mal à saisir la responsabilité de ces deux structures différentes dans certaines décisions. Cet état de fait devra d'autant plus se clarifier qu'approchent des échéances importantes pour le mouvement indépendantiste dans les mois qui viennent. ■

Claude GABRIEL,
Nouméa, 25 mars 1985.

AFRIQUE DU SUD

200 Noirs assassinés en six mois

Le 18 février, la direction centrale du Front démocratique uni (UDF) d'Afrique du Sud a été frappée par une vague d'arrestations. Six dirigeants du Front, parmi lesquels Albertina Sisulu, dont le mari est l'un des dirigeants emprisonnés du Congrès national africain (ANC), ainsi que Sam Kikine, dirigeant des syndicats noirs, ont été inculpés de haute trahison, accusation pour laquelle ils risquent la peine de mort. Les six personnes concernées, dont le procès devra avoir lieu le 29 mars, paraîtront sur le banc des accusés aux côtés de huit autres militants de l'UDF arrêtés le 21 août 1984, au moment de la campagne pour le boycott des élections aux nouvelles chambres indienne et métisse du Parlement sud-africain (cf. *Inprecor* numéro 179 du 10 septembre 1984). Ces élections faisaient partie d'une opération de charme destinée à convaincre l'opinion publique internationale que le système d'apartheid était en train d'être réformé, alors qu'en réalité il s'agissait de maintenir l'exclusion de la majorité noire des institutions politiques.

L'UDF fut créé en août 1983, précisément dans le but d'organiser l'opposition à la réforme constitutionnelle qui sera adoptée le 2 novembre de la même année, et qui préconisait la création de deux chambres, l'une indienne et l'autre métisse. Ce front regroupe plus de 700 organisations de toute sorte (syndicats, associations diverses) unies dans leur opposition à l'apartheid. Au sein de l'UDF, malgré les tentatives du régime de Prétoria pour présenter l'organisation comme un simple front légal de l'ANC interdit, il existe des divergences sur les meilleurs moyens de mener la lutte. L'une des personnalités marquantes du front est l'évêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix en 1984.

Suite à ces arrestations, Patrick Lekota, porte-parole de l'UDF, a déclaré que « l'image fragile de modération (du gouvernement) s'est déjà lézardée ». Il faisait référence à la proposition du régime, diffusée à grand renfort de publicité, de libérer des détenus politiques qui purgeaient de longues peines, à condition qu'ils dénoncent l'utilisation de la violence. Les plus connus d'entre eux, et surtout le plus respecté, le dirigeant principal de l'ANC, Nelson Mandela, ont refusé cette proposition. Le mouvement du Congrès indien du Transvaal, l'une des organisations affiliées à l'UDF, déclara : « Au moment où M. Botha (Premier ministre sud-africain, ndlr.)

s'adresse à Mandela en lui demandant de renoncer à la violence, il arrête et inculpe de haute trahison les dirigeants de l'UDF et d'autres organisations qui ont toujours préconisé le changement pacifique. »

Ce qui préoccupe le gouvernement, ce n'est pas tant les formes de lutte qui seraient favorisées par tel dirigeant ou telle composante de l'UDF, mais c'est plutôt le fait que cette organisation ait consolidé une représentativité et une base de masse sur la base d'une nette opposition au système d'apartheid. Elle revendique actuellement le soutien de 1,5 million de personnes. La croissance de l'UDF s'insère dans le cadre d'une situation de plus en plus explosive dans le pays (cf. *Inprecor* numéro 185 du 3 décembre 1984). On l'a vu dans la réussite des campagnes de boycott des élections de l'année dernière. On le voit aujourd'hui dans les émeutes, devenues presque endémiques, dans les bidonvilles noirs. Ces émeutes se transforment de plus en plus en affrontements entre la population noire et les forces répressives. Leur bilan s'élève à 200 morts depuis six mois. L'exemple le plus récent concerne la fusillade d'Uitenhage, le 21 mars, qui a coûté la vie à 18 Noirs, ce qui constituait une manière particulière pour le régime de commémorer le 25^e anniversaire du massacre de Sharpeville.

Il est toujours plus urgent que les organisations ouvrières et démocratiques à travers le monde expriment leur opposition aux arrestations et aux massacres commis par le régime d'apartheid. Des messages de protestation doivent être envoyés à : P.W. Botha, Union Building, Pretoria, South Africa. Transmettre les exemplaires à : United Democratic Front, PO Box 274, Salt River, Cape, South Africa. ■

POLOGNE

Des sondages qui en disent long

Les sondages d'opinion effectués en Pologne par le Centre de sondage de l'opinion publique (CBOS) ne jouissent pas d'une très haute renommée, à la différence des enquêtes réalisées par les universités ou par l'Académie des sciences. La manipulation des questions, le maquillage des réponses et l'utilisation des résultats aux fins de propagande sont en grande partie responsables de cette mauvaise réputation. D'autant plus que le CBOS, comme nombre d'autres institutions actuellement, est dirigé par un militaire, le colonel Stanislaw Kwiatkowski. Pourtant, une fois n'est pas coutume, les résultats d'un récent sondage méritent d'être con-

nus. Nous les citons d'après l'hebdomadaire de l'Organisation technique suprême (NOT), *Przeglad Techniczny*, numéro 6, du 10 février 1985, et un journal du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), *Trybuna Robotnicza*, du 28 décembre 1984. D'après ce sondage, plus de 78 % des ouvriers travaillant dans les grandes entreprises considèrent que la classe ouvrière n'exerce que peu d'influence sur la gestion de l'Etat et que l'impact de cette classe sur la politique du POUP est plus limité que celui des autres groupes sociaux. A la question « Qui gouverne la Pologne ? », seulement 5,8 % des ouvriers répondent « la classe ouvrière ». « Il est significatif, commente *Przeglad Techniczny*, que selon d'autres sondages, dans d'autres catégories sociales, ceux qui pensent que c'est la classe ouvrière qui gouverne la Pologne sont bien plus nombreux. » Deux tiers d'ouvriers considèrent que ce sont eux qui pâtissent le plus de la crise économique, et trois quarts des sondés pensent que rien n'autorise à attendre une amélioration de la situation économique, et en particulier l'augmentation de la production et du niveau de vie. 79,4 % des personnes interrogées affirment que les conflits sociaux ont pour fondement la situation matérielle de la population, alors que pour 62,2 % d'entre eux, il faut rechercher la cause de ces conflits dans les divergences politiques à l'œuvre dans la société polonaise.

Le résultat de ces recherches, écrit pour sa part *Trybuna Robotnicza*, témoigne que les opinions et l'orientation idéologique des ouvriers sont fréquemment formées par les moyens d'information non officiels. Il faut entendre par là la presse clandestine de Solidarité. « Au cours des dernières années, écrit *Przeglad Techniczny*, l'intérêt des ouvriers pour la participation à la vie politique du pays (c'est-à-dire ses instances officielles, ndlr.) a diminué. 56 % des personnes interrogées au cours de ce sondage affirment ne pas être intéressés par ces questions. »

Une autre institution officielle a réalisé un sondage d'opinion parmi les jeunes ouvriers de cinq grandes usines : FSO (Polski Fiat) de Varsovie, le chantier naval A. Warski de Szczecin, le complexe sidérurgique H. Cegielski de Poznan, l'aciérie Huta Katowice de Dabrowa Gornicza, l'aciérie Lénine de Cracovie. Selon *Rzeczynistosc*, hebdomadaire de l'aile national-stalinienne du POUP, du 7 octobre 1984, la majorité des personnes interrogées a exprimé « le manque de confiance envers les nouvelles institutions socio-politiques » et considère l'action en leur sein comme une perte de temps, car il serait illusoire de croire que ces institutions représentent les intérêts des ouvriers, que ce soit au niveau de l'usine, de la région ou du pays. ■

